

www.la-croix.com
la Croix Samedi
& Dimanche

Samedi 7, dimanche 8, lundi 9 juin 2014

Quotidien n° 39903

1,50 €

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN 2024

Scénario d'avenir pour l'Eglise en France

FRANÇOISE LAMBERT POUR LA CROIX

Au-delà
de la diminution
du nombre
de prêtres
et de fidèles,
les communautés
catholiques
sont en train
d'inventer de
nouvelles manières
de vivre leur foi

P. 2 à 15



Baptême d'un enfant, lors de la messe solennelle de Pâques, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Belleville, à Paris.

M 00140 - 607 - F - 1,50 €



Effet du « papy-boom » chez les prêtres et de la chute du nombre des baptêmes, l'Église de France devra, d'ici à 2024, continuer sa mission avec moins de pasteurs, mais aussi moins de catholiques

COMMENTAIRE

BRUNO BOUVET



Dix ans pour inventer l'Église de demain

« Préparer l'avenir »

Apprenant que *La Croix* réalisait pour son numéro annuel de Pentecôte un dossier spécial de 15 pages sur l'état de l'Église de France dans dix ans, un évêque soupire : « Vous n'allez pas nous plomber le moral ? » Il poursuit, lucide. « Ce travail est indispensable. Avant de mettre en œuvre les évolutions, il est essentiel de les nommer. Ce n'est pas parce que l'Église change qu'elle n'existera plus. Mais les catholiques doivent prendre conscience de la nouvelle réalité. »

En 2004, *La Croix* s'était déjà livrée à cet exercice de prospective. Dix ans plus tard, nos enquêtes et nos projections confirment des tendances fortes connues de tous les évêques. Partout, ou presque, l'Église doit accomplir sa mission avec moins de prêtres. Et déjà, le renouvellement des laïcs, leur rétribution et leur indispensable formation s'annoncent comme l'une des questions majeures pour l'Église en France.

Mais les images aux teintes sépia perdurent dans l'inconscient collectif, y compris chez les catholiques. Elles rendent encore difficile une prise de conscience capitale : c'est un nouveau modèle de présence de l'Église en France qui est en train de se dessiner. D'autant qu'il devra s'adapter aux évolutions démographiques et sociologiques du pays. Dans de nombreux diocèses, cette nouvelle perspective prend forme. Elle impose des choix, qu'il est parfois tentant de repousser, façon de nouveaux modes de responsabilités. Elle conduit aussi à des initiatives, originales, créatives, généreuses, qui révèlent combien les catholiques entendent toujours prendre leur part à la vie sociale et témoigner de leur foi.

Ces nouvelles manières d'être catholique dans la société résonnent avec les propos de cette haute figure de l'épiscopat français. « Quand je prends des décisions, je me refuse à me référer à une logique strictement comptable. Cela reviendrait à insulter l'espérance. » Ce qui n'empêche pas l'Église de préparer l'avenir.



Messe du dimanche en l'église Notre-Dame de la Nativité de Bercy (Paris). L'Église devient de plus en plus urbaine et multiculturelle.

Dans dix ans, en 2024, l'Église de France comptera moins de 4 300 prêtres diocésains actifs, contre un peu plus de 5 800 aujourd'hui. Les dix années à venir seront en effet marquées par le départ à la retraite, à 75 ans, des prêtres de la génération du « papy-boom », ceux nés dans les années 1940-1950, qui ont connu les derniers petits séminaires et ont été ordonnés dans l'immédiat après-Concile. Conséquence : même si tous les séminaristes actuellement en formation sont effectivement ordonnés, le nombre de pasteurs actifs dans les diocèses français va chuter significativement. À Besan-

çon, le nombre de prêtres passera ainsi de 81 à 42, de 29 à 18 à Carcassonne et de 143 à 75 à Nantes...

Certes, les diocèses pourront toujours compter sur des religieux apostoliques et, surtout, sur les prêtres âgés encore en mesure d'aider leurs confrères plus jeunes. Cependant, face à la baisse annoncée, l'Église de France ne pourra faire l'économie d'une adaptation radicale de ses structures et de sa manière d'envisager la mission.

En 2004 déjà, *La Croix* avait mis en évidence la baisse qui s'annonçait. Les diocèses français rassemblaient alors 13 500 prêtres - diocésains et religieux - de moins de 75 ans et se préparaient à voir fondre ce nombre. Depuis, ils ont mis en place différentes stratégies pour, sinon juguler la baisse, du

moins s'y adapter. La première d'entre elles aura été de faire appel à des prêtres étrangers, pour beaucoup des étudiants venus en France parfaire leurs études de théologie mais qui, une fois celles-ci terminées, prennent parfois en charge des paroisses.

Dans certains diocèses, les étrangers sont majoritaires chez les prêtres de moins de 75 ans.

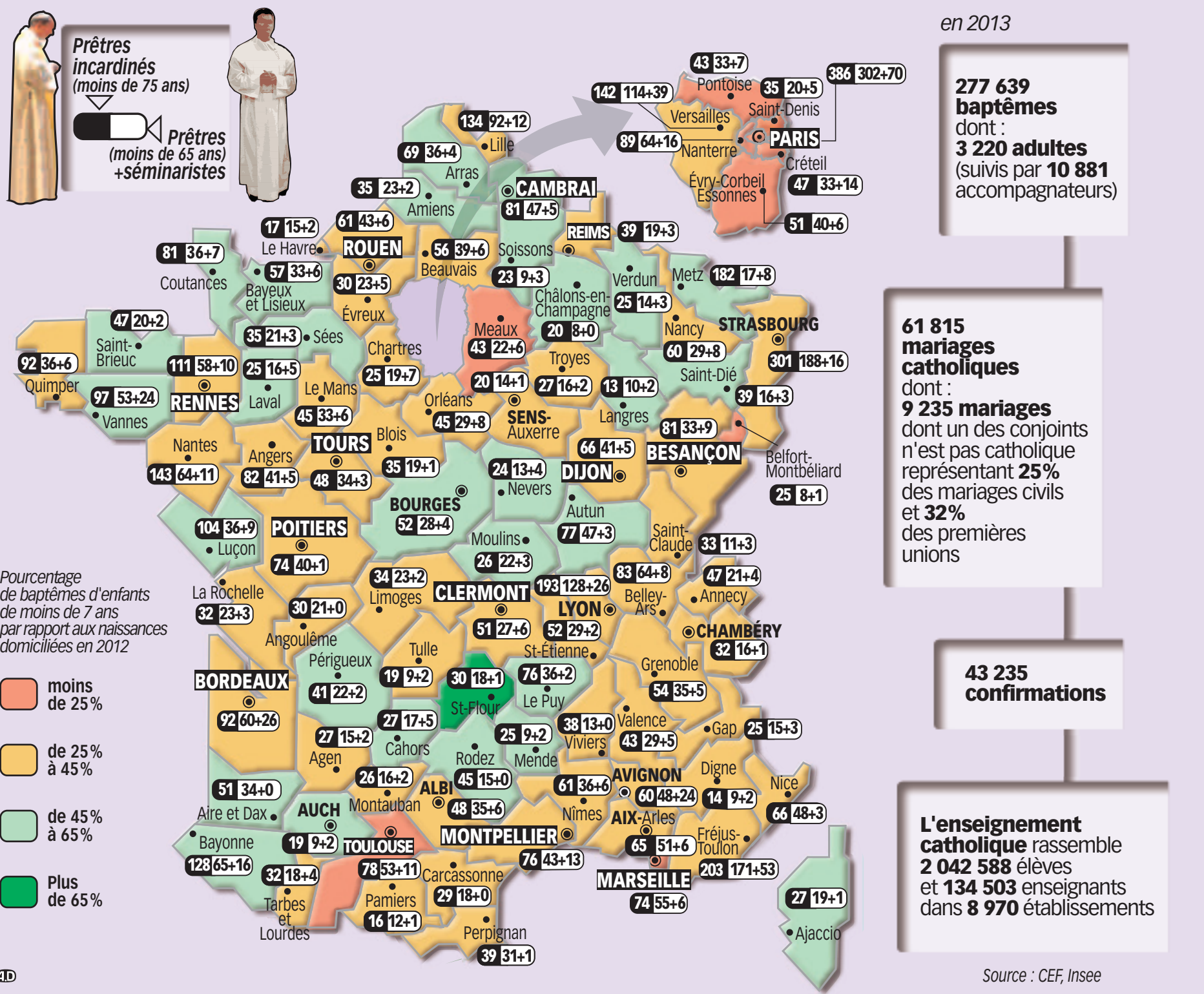
En octobre 2013, 1 589 d'entre eux étaient recensés sur le territoire français. Dans le diocèse de Tulle, l'étude menée en 2004 par *La Croix* prévoyait 13 prêtres actifs en 2014 : ils

sont aujourd'hui 19 de moins de 75 ans, 13 Français et 6 étrangers, des Africains pour la plupart. Dans certains diocèses, les étrangers sont même majoritaires chez les prêtres de moins de 75 ans : ainsi à Belfort (10 sur 17) ou à Verdun (10 sur 19)...

L'appel aux prêtres « venus d'ailleurs » ne peut toutefois être qu'une solution provisoire. Un jour ou l'autre, ceux-ci retourneront vers leurs pays d'origine où leurs Églises ont besoin d'eux. Si on considère d'ailleurs le nombre de catholiques par prêtre, la France reste encore bien lotie par rapport aux jeunes Églises : 2 527 catholiques par prêtre, contre 4 959 en Afrique et 7 883 en Amérique du Sud!

À l'inverse, le diocèse de Luçon qui devait, toujours selon notre enquête de 2004, ne plus compter que ●●●

La France des baptisés et des prêtres



ALEXANDRE DARMON

●●● 30 prêtres actifs, en affiche aujourd'hui 49, dont 39 Français. Signe que les marches catholiques de la Bretagne, Vendée en tête, gardent une certaine vitalité : le diocèse de Luçon a ordonné une douzaine de nouveaux prêtres depuis 2000, auxquels s'ajoutent 9 séminaristes. Du coup, l'appel à 10 prêtres étrangers apparaît presque marginal dans ce tableau.

Certains diocèses se sont fait une spécialité d'appeler des prêtres étrangers au bénéfice de leur vitalité. Ainsi celui de Fréjus-Toulon. Toujours selon notre enquête de 2004, il devrait compter aujourd'hui 144 prêtres actifs : ils sont aujourd'hui 190 en activité dans le diocèse, mais on compte parmi eux une soixantaine d'étrangers, dont beaucoup issus de communautés

nouvelles. « Beaucoup de communautés diverses et variées dont le séminaire de la Castille est la matrice de la communion », reconnaît Mgr Dominique Rey, évêque de Fréjus et Toulon, qui n'hésite pas, aussi, à accueillir des séminaristes venus d'autres diocèses : une cinquantaine de ses prêtres, sur les 130 Français, viennent d'un autre diocèse.

L'automne dernier, à Lourdes, les évêques de France ont abordé à mots feutrés ce sujet délicat que, deux ans plus tôt, Mgr Jean-Louis Brugès, alors secrétaire de la Congrégation pour l'éducation catholique, appelait les « chasses de séminaire en séminaire ». Si, en France, comme le rappelait un évêque à Lourdes, « la règle est de toujours prendre contact avec le

diocèse d'origine du candidat », certains évêques comptent dans leur presbytère un nombre important de prêtres issus d'autres diocèses. Ainsi, parmi les 64 prêtres de moins de 75 ans du diocèse de Bayonne,

En 2012, « La Croix » avait recensé 9 446 laïcs en mission ecclésiale, c'est-à-dire ayant reçu une lettre de mission de leur évêque, soit plus que le nombre de prêtres actifs.

on compte 54 Français dont 15 issus d'un autre diocèse mais qui ont sans doute trouvé dans les Pyrénées-Atlantiques une Église à l'identité sacerdotale plus affirmée.

Mais un modèle d'Église centré uniquement sur le prêtre est-il le

seul possible et le seul viable à terme ? Car, s'il faudra toujours des prêtres, sans doute faudra-t-il aussi, face à la pénurie, que l'Église de France invente une nouvelle façon de « faire Église », selon l'expression

consacrée du jargon ecclésiastique. Car l'Église, ce sont aussi des laïcs. En 2012, *La Croix* avait ainsi recensé 9 446 laïcs en mission ecclésiale, c'est-à-dire ayant reçu une lettre de mission de leur évêque, soit déjà plus que le nombre de prêtres actifs.

Malheureusement, le socle sur lequel s'appuie le recrutement de ces laïcs au service de la mission de l'Église s'effrite lui aussi, comme le souligne, sondage après sondage, la baisse constante du nombre de catholiques en France : 80 % en 1986, 69 % en 2002, 56 % en 2013... Si on regarde le nombre de baptêmes, cette chute du nombre de laïcs va sans aucun doute se poursuivre. En 2000, pour la première fois, moins de la moitié d'une classe d'âge était baptisée ; en 2004, les baptisés représentaient encore 46 % des naissances de l'année, mais seulement 32 % en 2013. En 2004, le quart des diocèses français affichaient un taux de baptême supérieur à 65 %, il n'y en a plus qu'un seul en 2014, Saint-Flour. ●●●

(Lire la suite page 4.)

► Dix ans pour inventer l'Église de demain

(Suite de la page 3.)

●●● Certes, à côté de la baisse du nombre de baptêmes d'enfants, l'Église de France peut s'enorgueillir d'une vitalité du catéchuménat. Mais les plus de 3 000 baptêmes d'adultes enregistrés en 2013 ne représentent qu'à peine 1,15 % des baptêmes d'enfants et, surtout, leur augmentation est loin de compenser la baisse globale du nombre de baptêmes. Dans le même ordre d'idée, il faut aussi mettre en rapport les 43 235 confirmés de 2013 avec les 378 395 baptêmes de 1999 : quinze ans plus tard – âge moyen de la confirmation – seuls 11,5 % des baptisés ont ainsi été confirmés.

Là encore, les chiffres reflètent les pastorales mises en œuvre : à Bayonne, plus centré sur la pastorale des jeunes et des vocations, on ne compte que 8 baptêmes d'adultes en 2013, alors que 1 236 confirmations ont été célébrées. À l'inverse, au Havre, on compte relativement peu de baptêmes d'enfants (1 338, soit 25 % d'une classe d'âge), mais proportionnellement beaucoup d'adultes (62) comparé au nombre de confirmations (104).



Face à la pénurie des vocations dans l'Église de France, des prêtres viennent d'Afrique ou d'Asie.

Il faut ajouter aussi que Le Havre fait partie de ces diocèses qui ont déjà vu passer leur « transition démographique », avec un grand nombre de prêtres ayant atteint

l'âge de 75 ans. Dès lors, en 2024, ce diocèse pourra compter sur autant de prêtres (17) qu'aujourd'hui. De même à Chartres, qui devrait compter 26 prêtres de moins de

75 ans. D'une certaine façon, ces diocèses dessinent la situation qui sera celle de l'Église de France en 2024 : après cette date, les départs à la retraite seront réguliers et ne

concerneront plus plusieurs dizaines de prêtres à la fois. Le modèle d'Église qui se dessinera dans les années à venir s'annonce donc durable.

L'Église de France fourmille déjà d'idées pour continuer son travail d'évangélisation dans une France en évolution.

Début avril, face à un évêque d'Amazonie qui évoquait devant lui la pénurie de prêtres dans son diocèse, le pape François appelait les évêques du monde à « être courageux » et à « mettre en œuvre des solutions concrètes », n'excluant pas l'ordination de *virii probati*, c'est-à-dire d'hommes mariés éprouvés. Sans aller jusque-là, l'Église de France fourmille déjà d'idées pour continuer son travail d'évangélisation dans une France qui va aussi évoluer : plus urbaine, plus vieille, plus diverse, éclatée et multiculturelle et au tissu social plus fragile.

NICOLAS SENÈZE

et LOUP BESMOND DE SENNEVILLE

Le diocèse a initié un plan de réflexion destiné à imaginer la présence des catholiques dans la région en 2023

A La Rochelle, les chrétiens préparent l'avenir

SAINTES (Charente-Maritime)
De notre envoyé spécial

En lui-même, l'exercice a quelque chose de périlleux. Lorsque l'évêque de La Rochelle, Mgr Bernard Housset, a lancé l'an dernier une réflexion pour préparer l'avenir du diocèse dix ans plus tard, certains ne cachent pas avoir été pris de vertige. 2023 : l'année formée par ces quatre chiffres semble tout à la fois lointaine et proche. Dix ans, c'est un peu plus qu'il n'en faut pour former un séminariste avant son ordination sacerdotale.

En lançant « diocèse 2023 », vaste réflexion sur le futur de l'Église charentaise, Mgr Bernard Housset a surtout voulu « préparer l'avenir ». « C'est notre rôle », décrit simplement l'évêque, pour qui « seul un organisme moribond n'a pas de perspectives ». Sur le terrain, aujourd'hui, la machine donne des signes d'essoufflement. « La structure est trop lourde », glisse un responsable diocésain. Devant la multiplication des réunions, pour entretenir une organisation qui n'a pas encore entamé sa mue, nombreux sont les prêtres qui, ici, expriment franchement le sentiment d'être « submergés ». Quant à l'âge moyen des fidèles qui contribuent au denier de l'Église, il avoisine les 78 ans.

Autre signe : avec les années, le tarissement des vocations et l'étiollement du maillage ecclésial a fait de l'exercice des nominations – de prêtres comme de laïcs – un inextricable casse-tête. Pour commencer la réflexion, il a fallu d'abord établir un diagnostic. Un tableau combinant explicitement les forces et les faiblesses des sept doyennés. Parmi les premières

figurent, selon les cas, les mouvements catholiques et les écoles, les communautés religieuses ou les associations. Dans les secondes sont répertoriés les divisions internes, le manque de moyens, le vieillissement des pratiquants, les fragilités des finances ou encore le faible nombre d'enfants catéchisés.

Mais une fois le constat posé, comment agir ? De quelle manière anticiper les manques sans sombrer dans le catastrophisme ? Comment ne pas abandonner la confiance sans pour autant se voiler la face ? Pourra-t-on

éviter l'isolement, l'enfermement et le légalisme, identifiés comme des obstacles ? Des neuf groupes qui se sont réunis pour réfléchir sur le sujet ont émergé quelques orientations générales, dont la nécessité d'une « Église ouverte à tous ». Mais difficile pour l'heure de dépasser le stade de l'inventaire à la Prévert, témoignant de la difficulté d'imaginer l'avenir, au bénéfice d'une forme de flou. « On ne peut pas tout maîtriser, tout projeter ! Comment savoir ? », interroge franchement Annie Wellens, chargée de l'œcuménisme.

Si tous ne partagent pas sa perplexité, beaucoup de responsables engagés dans ce diocèse admettent ne pas disposer de solutions toutes faites pour préparer l'avenir. « On ne sait pas ce que sera notre Église en 2023, mais il faut permettre qu'elle parvienne jusque-là ! Le but de l'opération est de mettre le diocèse dans un mouvement de dynamisme », reprend le vicaire général, le P. Jean-Pierre Samoride. Mgr Housset le reconnaît, il s'agira d'une « autre Église,

plus petite et plus modeste, adaptée à la société contemporaine ».

Responsable des vocations, le P. Mickaël Le Nézet rapporte pour sa part une forme d'inquiétude, voire « une peur et une angoisse » chez beaucoup de ses confrères. « Nous sentons des questionnements aigus autour de l'identité. Comment pouvons-nous aider les prêtres à percevoir que ce monde n'est pas pire que celui d'hier ? » De fait, certains chiffres comme celui du nombre de prêtres sont dans toutes les têtes. Ils devraient être ici en 2023 : 37 de

moins de 75 ans, contre 48 aujourd'hui. Aussi la nécessité d'accueillir des prêtres étrangers revient-elle régulièrement dans la bouche des laïcs engagés.

« Comment allons-nous faire pour fonctionner si nous n'avons plus d'acateurs ? », s'inquiète aussi Caroline Henning, chargée de la catéchèse. La pénurie ne concerne pas que les prêtres, mais aussi les catéchistes. Elle attend surtout de la réflexion qu'elle lui donne « un cadre ». « Dans dix ans, nos catéchistes seront engagés d'abord pour leurs enfants, et non plus pour 25 ans », explique Pauline Rataud, animatrice en pastorale dans deux paroisses près de La Rochelle, et qui accueille depuis onze ans des couples demandant le mariage ou le baptême de leur enfant. « Si nous nous contentons de nous accrocher à ce que nous avons aujourd'hui, nous ne pourrions pas entendre l'Esprit Saint », résume-t-elle. Ne voir le futur que sous l'angle numérique reviendrait à commettre une grosse erreur, répond Mgr Housset. « Nos prêtres

sont irremplaçables, mais nous apprendrons à faire avec moins. Il y a cinquante ans, aurions-nous envisagé une Église fonctionnant avec un si petit nombre de prêtres ? Sans doute pas. » « J'aimerais que cette démarche aboutisse à des recommandations concrètes pour nous aider à préparer réellement les prochaines années, et non pas à une liste de bonnes intentions, espère Jacqueline Hautier, de la pastorale de la santé. Par exemple, pourquoi ne pas proposer qu'avant chaque messe, les fidèles restent tous à l'entrée de l'église pour se saluer et accueillir ceux qui viennent pour la première fois ? Ils prendraient place dans l'édifice uniquement au début de la célébration. »

Coordinatrice de la formation des laïcs, Béatrice Fouan résume en quelques mots les enjeux pour les catholiques des années 2020. « Il faudra sans doute adapter nos formations, afin qu'elles touchent les 30-50 ans, qui n'y participent quasiment pas. Pour cela, nous devons utiliser une autre langage. Tout cela sans faire fuir le public que nous avons maintenant, et avec des animateurs de plus en plus âgés. » Après l'été, la réflexion sur « Diocèse 2023 » devrait se poursuivre dans toutes les paroisses de Charente-Maritime.

Dans un an, Mgr Housset atteindra l'âge de 75 ans, et léguera le dossier à son successeur. « Je ne serai plus là dans dix ans, sourit l'évêque de La Rochelle. Mais en attendant, mon devoir est d'être lucide, et de permettre à l'Esprit Saint d'agir dans 10 ans. Il ne peut rien sans nous. »

LOUP BESMOND DE SENNEVILLE

SUR WWW.LA-CROIX.COM
Les scouts et guides de France
inventent l'avenir de leur mouvement.

« Tenir » le maillage territorial, en élargissant les paroisses et en recourant à des prêtres étrangers ou imaginer de nouvelles formes de présence des catholiques... cette question ne cessera de traverser les diocèses

Comment maintenir la présence de l'Église sur le territoire

En 2024, la France sera plus urbaine

L'urbanisation du territoire français devrait se poursuivre. En dix ans, la superficie de l'espace urbain a progressé de 19 %, les villes françaises abritant désormais 77,5 % de la population. Un accroissement qui s'explique davantage par la périurbanisation que par la densification : de 2006 à 2010, les communes de moins de 5 000 habitants, qui n'abritent que 40 % de la population, ont gagné près d'un million d'habitants, ce qui représente près de 70 % de la croissance démographique française.

Dans le diocèse de Rodez, comme dans de nombreuses zones rurales, le constat de Mgr François Fonlupt s'impose : « *Le maillage territorial se distend, parfois rudement. À certains endroits, les chrétiens sont extrêmement dispersés.* » Pour autant, après trois ans passés dans l'Aveyron, l'évêque n'envisage pas de « *toucher aux 36 paroisses* », placées aujourd'hui sous la responsabilité de 25 curés.

« *Il me semble préférable d'imaginer une solidarité entre paroisses plutôt que de gommer l'Église locale de certains pans de la carte. Aujourd'hui, nous cherchons des solutions transversales. Comme à l'échelle du doyenné, où s'effectue déjà la préparation au baptême ou au mariage. Ces propositions sont de bien meilleure qualité que si nous avions tenté coûte que coûte de les maintenir dans chaque paroisse. Désormais, c'est impossible. Il vaut mieux chercher à accompagner les chrétiens sur le territoire où ils vivent que de chercher à modifier celui-ci.* »

« Nous souhaitons conserver un maillage aussi proche que possible de la vie des gens... »

Ne pas abandonner le territoire... La perspective, entêtante, revient dans le propos de tous les évêques interrogés par *La Croix*. Avec cette antienne, souvent entendue : « *On ne résout pas une question pastorale par une organisation administrative.* » Dégagé du poids de responsabilités institutionnelles, Marc



Communion distribuée par des laïcs. Prière, vie de la communauté, engagements paroissiaux, les laïcs sont de plus en plus sollicités.

Favreau, qui suit l'actualité de l'Église sur son blog, Hôtel synodal (1), est encore plus clair. « *La plupart des diocèses sont dans un non-choix. Ils voient bien la difficulté de sortir d'un coup d'un maillage de plusieurs siècles car cela reviendrait à tout changer. Et ils n'y sont pas prêts. Alors, on modifie la largeur de la maille.* »

Dans de nombreux endroits, la structuration de l'Église locale en grandes paroisses semble pourtant avoir atteint ses limites. Autrement dit, il est difficile d'accentuer davantage la taille des paroisses sous peine qu'elles perdent définitivement de leur signification pour une population loin d'avoir fait le deuil de l'axiome traditionnel qui régit

encore l'inconscient collectif : « un village, un clocher ». Surtout quand cette population ne sollicite l'Église que pour les grands événements de la vie et n'a pas donc pas une conscience claire de sa situation actuelle...

Dans le Loiret, le diocèse n'a précisément pas fait le choix de « grandes paroisses », comme l'on

nomme ces entités qui regroupent parfois plusieurs dizaines de clochers. Il existe aujourd'hui 294 paroisses pour 334 communes. « *Nous souhaitons conserver un maillage aussi proche que possible de la vie des gens à un moment où la population aspire à retrouver une logique de proximité dans les villages, raison pour laquelle on y voit réapparaître par exemple de petits commerces* », explique le P. Jean-Marc Eychenne, vicaire général du diocèse d'Orléans. Ce qui ne signifie pas maintenir un curé par paroisse...

« *Nous ne désespérons pas de voir se mettre en place dans chaque village un petit groupe de chrétiens, qui, répondant à l'appel du concile Vatican II, décident de manifester la présence de l'Évangile là où ils vivent* », poursuit-il.

Dans ce dispositif, c'est le prêtre qui se rend mobile et se déplace pour accompagner les communautés, à travers la célébration des sacrements, ●●●

(Lire la suite page 6.)

Vers une solidarité entre diocèses ?

Et si les diocèses « riches » aidaient les diocèses « pauvres » ? Si elle ne fait pas encore l'objet d'un plan général, cette solidarité entre les diocèses est déjà à l'œuvre dans la mutualisation des moyens, en particulier entre les diocèses d'une même province. C'est notamment le cas dans le domaine de la formation et de l'enseignement catholique. Cette coopération entre les diocèses est très certainement appelée à se développer dans la « *gestion des ressources humaines* », comme l'appelle le P. Jean-Marc Eychenne, vicaire général du diocèse d'Orléans. Reprenant une idée du cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, il évoque l'éventualité de prêtres

qui pourraient être détachés de leur diocèse d'origine pour aller en mission dans une autre zone géographique, sur le modèle des *Fidei donum*. Ou sur le modèle des Fraternités missionnaires pour la ville, lancées en 1990 par le cardinal Jean-Marie Lustiger : cette collaboration entre les diocèses d'Île-de-France permet de pourvoir en prêtres des quartiers populaires ou des villes nouvelles de banlieue. C'est aussi sur ce principe que le diocèse de Toulon met à disposition des prêtres pour son voisin de Digne, dans les Alpes-de-Haute-Provence -, créant une inédite « paroisse interdiocésaine » - mais aussi pour Ajaccio et le diocèse aux armées.

► Comment maintenir la présence de l'Église sur le territoire

(Suite de la page 5.)

●●● mais aussi en leur insufflant un dynamisme spirituel et missionnaire. « Les prêtres, sur lesquels reposait le maillage territorial, étaient très souvent isolés dans leurs villages. Nous leur proposons de vivre dans un même lieu ou de se regrouper régulièrement pour partager une vie fraternelle. Ce qui leur redonne de l'ardeur. »

Redonner de l'élan à l'ensemble des communautés sans faire reposer toute la tâche sur le prêtre. C'est bien l'enjeu des fraternités locales missionnaires mises en place dans le diocèse de Saint-Étienne. En novembre 2009, son évêque, Mgr Dominique Lebrun, a présenté son projet à Lourdes devant ses confrères réunis pour plancher sur « l'avenir des communautés chrétiennes ». Aujourd'hui, douze diocèses se sont inspirés de cette organisation dont Mgr Lebrun résume l'esprit sans ambages : « Nous ne raisonnons plus à partir du nombre de prêtres : ma mission n'est pas de boucher des trous. » Et surtout, ne lui demandez pas si ces fraternités sont accompagnées par un prêtre, il vous répondra que vous vous situez là dans un « vieux schéma ». Celui, précisément, dans lequel le prêtre était la figure centrale de la communauté catholique.

La nouvelle donne, ici, consiste à « favoriser un ressourcement intérieur » pour que chacun se sente concerné et prenne sa part de la « mission. » « Nous avons besoin de tout le monde, martèle-t-il, que ce soit dans l'enseignement catholique, mais aussi les communautés nouvelles, les prêtres d'ici et d'ailleurs et bien évidemment le peuple des baptisés. » Dès lors, l'évêque constate que le « vieux schéma » est en train de se « modifier ». À l'en croire, il sera moins figé qu'auparavant et s'adaptera aux réalités. « Dans certains endroits, il faudra célébrer les messes dans le chef-lieu de canton, ●●●

L'INITIATIVE

Se réunir le dimanche, sans prêtre, autour de la Parole de Dieu

► À Duras, en Lot-et-Garonne, des fidèles de la paroisse Saint-Martin-du-Dropt ont su se mobiliser pour pallier l'absence de curé résident.

Il y a presque deux ans, en août 2012, la petite paroisse rurale de Duras (5 500 habitants), dans le département de Lot-et-Garonne, a perdu son curé, le P. François Milanese, après une longue maladie. Mais pas moins d'une trentaine de catholiques ont aussitôt pris le relais. Aujourd'hui, une fois par mois, ils organisent des célébrations dominicales, sans bien sûr l'Eucharistie ni la communion.

Les autres dimanches sont assurés par des prêtres du doyenné. Conscient qu'il ne serait

pas remplacé, le P. François Milanese avait tout anticipé et formé des fidèles pendant un an et demi. Au total, cinq équipes liturgiques et trois équipes pour les funérailles ont été constituées, en accord avec le diocèse. « Chaque semaine, nous évoquons nos différents projets avec le curé modérateur, issu d'une paroisse voisine », précise Françoise Donon, déléguée pastorale. Cette initiative a rapproché les catholiques du secteur. « Lorsque, le 11 mai, nous avons organisé des liturgies dans toutes les églises de la paroisse, de nombreux parents, enfants, adolescents se sont impliqués », met en avant Jeanne Zanette, une autre déléguée pastorale.

Paradoxalement, Françoise Donon attend avec une certaine appréhension l'arrivée du

nouveau curé résident à la rentrée. « Va-t-il nous laisser faire autant de choses ? » se demande-t-elle. « Bien sûr, je suis admiratif de leur travail et leurs assemblées autour de la parole de Dieu vont se poursuivre », répond Mgr Hubert Herbreteau. Pour l'évêque du diocèse d'Agen, c'est une expérience à reproduire. « Dans les cinq ans à venir, six des vingt-six paroisses du diocèse vont se retrouver sans curé résident. » Un important travail de terrain va donc être lancé pour amener des laïcs à s'engager. D'autant plus que « l'autre défi sera de renouveler et de rejoindre les responsables des équipes pastorales dans un diocèse qui s'urbanise de plus en plus ».

NICOLAS CÉSAR (à Bordeaux)



Devant l'église de Caux-et-Sauzens, dans la paroisse de Saint-Roch en Cabardès dans L'Aude.

●●● dans d'autres maintenir l'alternance entre les différents villages. »

Dans l'Orne, les 500 communes du département sont regroupées en 33 paroisses. Il est peu probable que la vaste réflexion lancée par le diocèse à partir de septembre prochain et jusqu'en juin 2015 ait pour conséquence de modifier ce redécoupage, hérité du synode il y a vingt ans. Son but est surtout de « mettre un coup de projecteur sur le réel, de vivre ensemble un moment de vérité », selon Mgr Jacques Habert, évêque de Séez, qui pressent que la raréfaction du nombre de prêtres contraindra à changer la logique qui aboutit chaque année au « casse-tête » des nominations. Dans le plan d'avenir, « qui ne pourra pas être appliqué de manière uniforme partout », regroupement des célébrations et mutualisation des propositions pastorales auront vraisemblablement une bonne part.

« Il nous faut consentir à ce que l'Église ait un autre visage que celui que nous imaginons. »

Toutefois, tous les diocèses n'ont pas encore été contraints à cette mutation, dont certains tentent de diminuer les effets. Dans le Var, Mgr Dominique Rey cherche à maintenir le dispositif paroissial traditionnel, tout en créant des pôles missionnaires. « On ne peut pas proclamer l'Évangile à distance. Les catholiques ont besoin d'une réelle proximité », plaide-t-il. Dans ce but, l'évêque de Fréjus-Toulon a choisi de s'appuyer sur un nombre important de prêtres. Il puise dans le vivier du séminaire de La Castille, qui regroupe des jeunes gens aussi bien originaires de toute la France qu'issus de communautés nouvelles, et fait appel à des prêtres venus de l'étranger, dans une proportion importante. « En réalité, j'accueille des communautés déjà constituées et je me réjouis de ●●●

CONTREPOINT

Reconnaître la « mission essentielle » des femmes

► L'amélioration de la place des femmes dans l'Église passe-t-elle par leur accès à certains ministères ? La question reste discutée.

► Mais la reconnaissance de leur responsabilité particulière, elle, ne l'est pas.

« Dix ans, c'est bien peu à l'échelle de l'histoire de l'Église ! » À la question de savoir comment la place des femmes dans l'Église pourrait changer dans les prochaines années, la première réponse de Christine Pedotti, rédactrice en chef de *Témoignage chrétien* et cofondatrice de la Conférence catholique des baptisé-e-s francophones (CCBF), est d'abord prudente. Mais cette spécialiste du concile Vatican II veut croire à « l'inattendu ». « Il faudrait des signes forts,

que l'Église de France prenne en charge la question des ministères laïcs », avance-t-elle.

Des ministères non pas réservés aux femmes mais ouverts aux baptisés des deux sexes, permettant à « l'évêque d'instituer des laïcs comme responsables de la mission pastorale sur une portion du territoire ». « Des femmes auraient ainsi charge d'âmes dans un lieu, non pas par autoproclamation mais par désignation du système institutionnel et hiérarchique. Elles auraient ainsi leur place plénière », argue Christine Pedotti, qui voit là, aussi, le moyen de « revenir à plus de proximité » et ainsi d'éviter que « la pratique catholique ne se résume aux centres-villes bourgeois ».

La cause des femmes est tout aussi chère à Lucienne Sallé. Cette psychologue de formation,

ancienne coordinatrice internationale de la Jeunesse indépendante chrétienne féminine et aujourd'hui à la retraite a été l'une des premières femmes membres du Conseil pontifical pour les laïcs. Mais elle l'aborde différemment. L'accès aux ministères ? « Ce n'est pas le but. » « Donner des titres aux femmes ira juste dans le sens d'une plus grande lourdeur. Hommes et femmes doivent en revanche reconnaître qu'il y a deux polarités et que les femmes ont une mission essentielle dans l'Église en tant que telles : une mission liée au don de la vie. » D'où leur rôle dans le domaine, notamment, de la transmission de la foi, qui, s'il est ignoré, fait courir aux diocèses, paroisses et mouvements le risque de se cantonner à « l'organisation, la technique ».

ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER



PRAZZO/CICR

Un diacre marque du signe de la croix un catéchumène.

●●● ce choix, dit-il. Cela permet de bien vérifier les motivations et de lever certaines ambiguïtés liées au départ vers la France. »

En creux, Mgr Rey fait allusion aux difficultés rencontrées parfois dans l'intégration de prêtres étrangers. Sur cette question, la philosophie de la grande majorité des évêques est de doser leur proportion et de garder « un bon équilibre », selon la formule de Mgr Stanislas Lalanne, évêque de Pontoise. D'abord, parce qu'il ne serait pas « sain », disent-ils, de placer l'Église de France sous perfusion. « Il n'y a pas d'Église sans prêtres, mais son histoire nous enseigne qu'elle s'est toujours organisée en fonction du nombre de prêtres dont elle disposait. Une Église qui n'est pas capable de générer ses propres forces est une Église malade », rappelle à cet effet Mgr Jean-Charles Descubes, archevêque de Rouen.

Dès lors, la majorité des diocèses évoque désormais la nécessité d'inscrire la venue des prêtres étrangers dans le cadre « de partenariats, de vrais échanges réciproques » et dans

une logique de « contrat clair et à durée déterminée avec l'Église d'origine de ces prêtres ». « Ce n'est pas toujours compris par les fidèles qui aimeraient que l'on sollicite l'Afrique. Mais au nom de quoi nous dépouillerions l'Église africaine de ses meilleurs prêtres car c'est évidemment ceux-là que nous choisissons ? », s'interroge le P. Jean-Marc Eychenne, qui n'hésite pas à appeler les fidèles à « prendre leurs responsabilités ». Et à assumer leurs vocations spécifiques dans l'Église, qu'elles soient sacerdotales – nombre d'évêques estimant que l'Église doit « appeler » plus clairement dans ce sens – ou de laïcs en mission.

« Il nous faut consentir à ce que l'Église ait un autre visage que celui que nous imaginons », insiste Mgr Descubes. Dans son diocèse, il prend la forme des « serviteurs de communautés ». Des hommes et des femmes appelés par l'évêque pour faire le lien entre le prêtre et la population.

BRUNO BOUVET

(1) www.niobium.fr

ENTRETIEN MGR DOMINIQUE YOU

Évêque de Santíssima Conceição do Araguaia (nord du Brésil)

« En Amazonie, 90 % de nos célébrations dominicales sont animées par des laïcs »

► Depuis le diocèse d'Amazonie dont il est l'évêque depuis huit ans, Mgr You insiste sur l'importance des communautés locales formées par des laïcs. Il estime qu'elles pourraient se développer en France.

« ministres de la parole ». Certaines d'entre elles disposent du Saint Sacrement, à condition que les groupes se réunissent au moins trois fois dans la semaine. Une quinzaine de laïcs forment le conseil communautaire, qui détient une vraie autorité.

Que peut apprendre l'Église de France de celle du Brésil ?

Mgr. D. Y. : Elle peut sans doute découvrir la richesse des communautés ecclésiales brésiliennes. Il s'agit de vraies communautés, avec des relations, une vie commune, le partage de la Parole et, parfois, la célébration de l'Eucharistie. Deuxièmement, je voudrais insister sur l'importance de la dimension sociale de l'Église brésilienne. Chaque année, pour le Carême, les catholiques lancent une « campagne de fraternité », reprise par toute la société civile. Au niveau local, la présence de pastorales sociales en faveur de la jeunesse, de l'enfance ou des mineurs est essentielle. Nous avons récemment développé une pastorale pour la drogue ou pour les adolescentes enceintes : à nous d'aller au-devant des nouvelles blessures de la société et d'y répondre.

RECUEILLI PAR

LOUP BESMOND DE SENNEVILLE

À quoi votre diocèse ressemble-t-il ?

Mgr Dominique You : À l'échelle de l'Amazonie, il s'agit d'un petit diocèse, de 77 000 km², de 700 km de long sur 100 km de large, c'est-à-dire environ le dixième de la France. Il compte seulement dix paroisses pour 350 000 habitants, ce qui signifie que nous avons une très faible densité de population. Les paroisses, de la taille approximative d'un département français, sont en général situées à 100 km les unes des autres et sont desservies par les 20 prêtres actifs dans le diocèse. La plupart d'entre eux viennent d'autres diocèses brésiliens et quelques-uns d'autres pays ; le pape François m'a d'ailleurs fixé pour priorité de former un clergé local, quasiment inexistant chez nous. Depuis quelques années, un prêtre du diocèse de Versailles officie par exemple dans la région. Dans chaque paroisse, des laïcs forment une quarantaine de communautés.

Dans cette situation, comment concevez-vous le rôle des prêtres ?

Mgr. D. Y. : Il consiste surtout à animer les communautés et à en former les laïcs. En effet, 90 % de nos célébrations dominicales – qui ne sont pas des messes ! – sont animées par des laïcs. Beaucoup habitent dans des zones rurales très éloignées. Toutes les semaines dans les grandes villes, toutes les trois, quatre ou cinq mois dans les zones rurales, ils se rendent dans les communautés locales pour célébrer la messe. Tout comme moi, ils passent leur temps en voiture pour se rendre d'un district à l'autre. Pour ma part, faire le tour de mon diocèse implique 2 000 km de trajet, dont 1 000 sur des routes qui ne sont pas goudronnées.

Comment les communautés locales sont-elles constituées ?

Mgr. D. Y. : Qu'elles soient formées de fidèles venant de deux quartiers d'une ville ou d'un hameau, elles représentent une quinzaine de familles. Elles se réunissent au moins tous les dimanches à l'église ou à la chapelle, lors d'une célébration animée par des laïcs

MON ÉGLISE DANS DIX ANS

« Je n'imagine pas un prêtre seul pour soixante clochers »

Jean-Paul Granger

30 ans, en formation au séminaire Saint-Joseph de Bordeaux, membre de la communauté de l'Emmanuel

« Le changement peut être inquiétant, mais nous ne vivrons, de toute façon, plus jamais l'époque où il y avait deux curés pour un clocher. Dans l'Église de demain, je pense que les prêtres se regrouperont dans des pôles centraux, des communautés. Ils uniront leurs forces vives, avec des charismes différents. En fonction des aptitudes de chacun, certains s'occuperont des aumôneries étu-

diantes, d'autres de groupes de prière. Cela demandera une grande solidarité entre les prêtres, mais aussi entre les laïcs et les prêtres. Dans les campagnes, certains clochers seront choisis comme clochers principaux, parce qu'ils sont dynamiques et bien placés. Je n'imagine pas un prêtre seul pour soixante clochers. Nous sommes prêtres mais nous sommes aussi des hommes. C'est important de pouvoir prier ensemble, manger et vivre ensemble. Comme dans une famille. C'est ce qui nous préservera. »

RECUEILLI PAR FANNY CHEYROU



D.R.

Publicité

S'INFORMER • APPROFONDIR • ÉCHANGER

ÉTUVDES
REVUE DE CULTURE CONTEMPORAINE
JULIN 2014

Le congé parental, une parenthèse à valoriser
ELODIE MAUROY

Manuel d'usage des outils numériques
JULIN 2014

La guerre de 14-18 : une crise de l'esprit ?
IMMANUEL GODO

Migrations et mondialisation | Église et Islam en France | La Russie et l'Europe

LES CARNETS CULTURELS
EXPOS, CINÉMA, LIVRES...

« La revue des jésuites (...) d'une ouverture, d'une modernité confondante »
YVAN LEVAT, France-Inter*

*A propos du numéro de janvier 2014

Abonnement (11 n° par an) : 104 € - 1 n° : 12 €
Disponible en librairie ou en vente par correspondance
www.revue-etudes.com (pour les abonnés)
14, rue d'Assas - 75006 Paris - Tél. 01 44 39 48 04

Faire des projections précises concernant le statut et le rôle des laïcs en mission ecclésiale est un exercice bien difficile pour les diocèses. Ils devraient toutefois être plus nombreux à prendre leur place de baptisés

Former des laïcs capables de répondre aux défis de demain

En 2024, la France sera plus vieille

En dépit d'une démographie plus dynamique que celle de ses voisins européens, la France va connaître un vieillissement rapide dans les dix prochaines années : les générations du baby-boom finiront de sortir de la vie active. La proportion d'inactifs dans la population totale va augmenter, ce qui posera le problème du financement des retraites, mais aussi du système de santé.

Que sait-on du profil, du statut et des responsabilités des laïcs qui œuvreront au service de l'Église dans dix ans ? La question relève de la science-fiction pour bien des diocèses, dont l'horizon prévisionnel se borne souvent aux deux ou trois ans à venir... Sans doute seront-ils plus nombreux à tous les échelons, de la catéchèse au conseil épiscopal, mais peut-être pas partout.

« On parle de pénurie de prêtres, il y a aussi pénurie de laïcs dans certains diocèses ruraux », rappelle un prêtre du Sud-Est. Ils devraient également rester âgés, même si, là encore, des évolutions se profilent. « Le jeune retraité, disponible deux ou quatre demi-journées par semaine, est une espèce en voie de disparition », reconnaît Guillaume Douet, responsable du bénévolat au Secours catholique. « Mais contrairement à ce que l'on entend souvent, ce n'est pas qu'il n'en a plus



Réunion d'une équipe de conduite pastorale, à Saint-Antoine du Bocage, Villers-Bocage dans la Somme.

envie : ce sont les évolutions de la société, et de la famille surtout, qui le sollicitent ailleurs. » À l'inverse, une nouvelle ressource pourrait se développer, celle des actifs prêts à un « break » dans leur carrière – et à un sacrifice financier – pour une mission courte.

On peut enfin pronostiquer sans trop de risques que les femmes resteront majoritaires parmi ces laïcs engagés au service de leur Église, compte tenu de la prévalence du

bénévolat et de salaires très bas, recettes du denier obligent. Et que cette présence massive restera « un encouragement pour l'institution à mieux reconnaître et déployer leur engagement », glisse Mildrède Barcat, chargée de l'accompagnement des laïcs en mission ecclésiale (LeME) dans le diocèse de Lyon.

Mais pour le reste, le tableau est bien flou. Alors que les grandes entreprises s'essayaient depuis de nombreuses années déjà à la gestion

prévisionnelle de leurs effectifs, rien de tel dans l'Église. Seuls les diocèses qui – dans le Nord par exemple – ont fait le choix d'embauches de longue durée sont confrontés à de tels exercices. Mais ailleurs, les raisons abondent pour s'y refuser, à commencer par la prévalence d'une conception spirituelle de l'Église : « La mission ne peut se laisser enfermer dans la prévision », rappellent ceux qui la conduisent. « Se projeter dans l'avenir simple-

ment en partant du nombre de bras risquerait de nous faire manquer de souffle », appuie Mgr Jean-Luc Bouilleret, engagé dans le projet « Cap 2030 » avec son diocèse de Besançon. Avec d'autres, cet évêque partage aussi le souci que les structures de l'Église n'absorbent pas toutes les énergies... « On ne remplacera pas les prêtres par des laïcs, d'abord parce que la première mission de ces derniers est d'être fermements au cœur du monde », rappelle-t-il.

Mais d'autres raisons moins avouables expliquent également cette difficulté à « faire des pronostics », reconnaît un théologien, pour qui « l'extinction du catholicisme rural, annoncée déjà par le cardinal Jean-Marie Lustiger, reste une chose que l'on ne dit pas ». Au fond, la période actuelle, marquée à la fois par la diminution de la pratique religieuse, du nombre de prêtres mais aussi par les efforts en direction de la catéchèse et de la « nouvelle évangélisation », rend le tableau délicat à esquisser... « Quels laïcs dans dix ans ? C'est forcément une question que l'on se pose, mais le contexte est tellement mouvant », souligne Anne Rullier, modératrice de la Mission Saint-Clair dans le diocèse de Nantes.

« Se projeter dans l'avenir simplement en partant du nombre de bras risquerait de nous faire manquer de souffle. »

« J'essaie déjà de voir comment les missions confiées évoluent, pour ensuite imaginer quelles compétences il faudra appeler pour y répondre », complète Christine Naline, déléguée diocésaine aux laïcs en mission ecclésiale (LME) à Nanterre. Qu'il s'agisse du découpage territorial ou de la nature des tâches pastorales, les évolutions ont été extrêmement rapides ces dernières années : le catéchuménat, par exemple, tout juste évoqué par le rapport Dagens il y a vingt ans, est devenu un secteur pastoral à part entière.

Qui plus est, chaque diocèse tient à garder la maîtrise de ses « orientations pastorales » face à ces grandes mutations. « Chacun recherche les moyens de sa

L'INITIATIVE

Un béguinage pour « bien vieillir »

► Depuis janvier 2014, 14 retraités chrétiens en habitat groupé participatif vivent un triple objectif de « solidarité, fraternité et spiritualité ».

Quimper, Chambéry, Mende, Créteil, Lourdes, Mulhouse, Ars... Sur le site de l'entreprise « Vivre en béguinage », la liste des béguinages en projet ou en cours de construction ne cesse de s'allonger. Fondée en 2012 par Thierry Predignac, ancien directeur de l'entreprise Magnificat spécialisée dans la collecte de fonds en milieux religieux, « Vivre en béguinage » propose d'aider des chrétiens regroupés pour « vivre et vieillir ensemble dans un projet spirituel et fraternel »

(lire *La Croix* du 9 juin 2012). Un premier béguinage a été inauguré en janvier dans un ancien couvent capucin de Perpignan, avec 14 logements indépendants pour des « hommes et femmes célibataires, veufs ou divorcés de 65 à 83 ans ». Ceux-ci ont signé la charte élaborée par le noyau fondateur qui expose les engagements « d'entraide matérielle, d'attention fraternelle et de temps de prière », selon Annie Schreiber et Yvette Mautino, cofondatrice du béguinage de Perpignan où plusieurs visiteurs sont passés, curieux de voir ce qui s'y vit.

« Cette renaissance des béguinages en France suscite un grand intérêt, ce qui prouve le besoin des seniors de donner du sens à leur vieillisse-

ment », estime Thierry Predignac qui souhaite permettre ainsi à des congrégations religieuses n'ayant plus les moyens d'entretenir leurs bâtiments de pouvoir leur conserver une vocation chrétienne. Cependant, « vivre en béguinage » ne doit pas apparaître comme une recette du « bien-vieillir », sous peine de faire bien des déçus. De même, ces habitats groupés pour retraités ne doivent pas être trop vite confondus avec les béguinages médiévaux. Car, insiste Rita Fenendael, spécialiste des béguines flamandes à Louvain-la-Neuve (Belgique), « l'esprit des béguinages primitifs était de se laisser saisir par Dieu ».

CLAIRE LESEGRETAINE

●●● mission, et lorsque les choses sont suffisamment mûres, alors on peut harmoniser », résume Mgr Jean-Luc Bouilleret. Après un travail sur les LME, mené par son prédécesseur, Mgr Hervé Giraud, la Commission épiscopale pour les ministres ordonnés et les laïcs en mission ecclésiale (Cemolem) qu'il préside a prévu d'engager la « réflexion sur la figure émergente du coordinateur paroissial ».

Cette solution de « co-responsabilité » entre prêtres et laïcs est expérimentée depuis plusieurs années, sous des dénominations variables. À Nancy, l'an dernier, un décret de Mgr Jean-Louis Papin, évêque de Nancy, l'a même érigée en « office » canonique... « Redéfinir l'office du curé et créer des offices stables à l'échelle de la paroisse, pour le responsable de la pastorale des funérailles par exemple, est le meilleur moyen de penser la participation des laïcs non pas dans un contexte de pénurie, mais de manière plus objective, sans nier le rôle spécifique du

prêtre », approuve un canoniste. La piste est toutefois observée avec prudence dans nombre d'autres diocèses. « Parfois, par crainte de démobiler les prêtres et de décourager les vocations », observe-t-il encore.

La « collaboration » entre prêtres et laïcs, « est une vraie richesse quand elle est bien vécue ».

Le rôle et le statut des laïcs n'en continueront pas moins à évoluer par tâtonnements successifs, mus par une certitude commune : celle que, déjà aujourd'hui et a fortiori dans dix ans, « on ne pourra plus tout tenir ». Il faudra donc « mieux définir les priorités », prévoit Mildrède Barcat à Lyon. Mais aussi encore et toujours développer la « collaboration » entre prêtres et laïcs, « qui est une vraie richesse quand elle est bien vécue », et pour

cela « continuer à faire évoluer les mentalités des deux côtés ». En attendant, « la meilleure anticipation reste la formation, plaide le P. Laurent Villemin, professeur d'écclésiologie et de théologie des ministères à l'Institut catholique de Paris. Formation théologique mais aussi ecclésiale, par la participation à des conseils, des synodes, etc. » La « mini-école de théologie », « Bâtir sur le roc », du diocèse de Nanterre (Lire La Croix du 2 mai) est l'exemple type de ces programmes courts qui se mettent en place pour offrir aux diocèses « un vivier » de laïcs à appeler. Mais elle soulève au passage une autre question de fond : celle de la formation à la théologie de laïcs capables de former demain ces formateurs diocésains. « C'est aujourd'hui, alors que nous en avons encore les moyens, que nous devons préparer les docteurs en théologie qui seront en poste dans les universités catholiques dans dix ans », prévient le P. Bertrand Pinçon, doyen de la faculté de théologie de Lyon.

ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

MON ÉGLISE DANS DIX ANS

« Les laïcs de ma génération auront une place plus grande »

Coline Colson
23 ans, Paris,
étudiante
en lettres modernes



« L'Église de ma génération sera formée. Les fidèles seront engagés de manière plus convaincue et moins traditionnelle. Ils seront peut-être moins nombreux, mais je ne suis pas du tout inquiète. Finalement, le nombre importe peu. Il vaut mieux un convaincu que mille tièdes. Les communautés religieuses qui s'éteignent sont déjà compensées par de nouvelles communautés,

très vivaces. Les laïcs auront une place plus grande et le nombre de diacres va grandir. Cette nouvelle donne réduira la fracture entre le clergé et les familles.

Je ne pense pas que le pape François soit un révolutionnaire. Il ne fait que dire d'une autre manière ce que l'Église dit depuis longtemps. Il y a une rupture dans sa manière de communiquer, mais le message est le même. »

RECUEILLI PAR
FANNY CHEYROU

ENTRETIEN P. GUILLAUME TEISSIER

Curé de la paroisse Saint-Paul du Rhône, dans le diocèse de Valence, vicaire épiscopal pour l'annonce et la proposition de la foi et prêtre accompagnateur du service de la catéchèse

« Libérer des énergies pour retrouver de la créativité dans l'annonce de la foi »

Le P. Guillaume Teissier a défini six « critères » à prendre en compte pour bien « ajuster » les méthodes de l'Église en matière de transmission de la foi.

Quelles sont les grandes questions que la société va poser demain à la transmission de la foi telle que la pratique l'Église ?

P. Guillaume Teissier : Le cœur de la transmission ne changera pas : il s'agira toujours d'organiser la confrontation entre le Christ, sa Parole, son Eucharistie et la vie des gens, que ce croisement fasse sens pour eux. Selon moi, nous avons plusieurs critères à mieux prendre en compte pour ajuster nos propositions, à commencer par ces précarités psychologiques et sociales que nous rencontrons déjà chez les personnes qui entament un chemin de foi. Nous devons apprendre à accompagner la personne tout entière, à construire avec elle un sujet, une identité... Les modifications de la famille nécessitent également de poursuivre nos efforts pour une catéchèse intergénérationnelle, impliquant les parents, mais aussi les grands-parents, etc. Enfin, nous devons trouver de nouvelles pédagogies adaptées aux plus jeunes, les *digital natives*, ceux qui sont nés avec la culture numérique. L'Église a toujours évangélisé des cultures : il nous faut donc trouver un langage, des méthodes pour aider ces jeunes à se construire une identité chrétienne.

Vous parlez beaucoup d'identité, pourquoi ?

P. G. T. : Cette question est centrale dans l'environnement œcuménique et interreligieux qui est le nôtre. Les jeunes, les adultes que je vois, rencontrent tous des gens d'autres traditions, à l'école, dans leur métier, dans leur quartier... Le rapport à la vérité est forcément

en travail dans une société pluraliste. Nous devons donc fournir des « marqueurs » aux catholiques, des rites d'appartenance, leur donner une identité repérable, mais aussi leur apprendre à penser cette identité en rapport avec celle des autres. Notre époque, par ailleurs, est très sensible à la conviction et a tendance à faire de la foi un sentiment. Nous devons équilibrer l'approche entre cœur et raison, nous souvenir que le christianisme n'est pas seulement une conviction mais qu'il est fondé sur un événement historique, sur la présence de l'Esprit dans l'histoire. Enfin, il me semble que nous n'avons pas pris assez au sérieux l'évangélisation par les dévotions populaires qui affleurent dans les pèlerinages, les visites d'églises ou les bénédictions de maisons...

Comment et où doit être mené ce travail de réflexion ?

P. G. T. : C'est un travail de théologie pratique, à partir des observations du terrain, comme cela se fait par exemple à l'Institut supérieur de pastorale catéchétique à la Catho de Paris, et qui doit nous permettre de prendre des initiatives au plus près de ce terrain. Il y a également un vrai enjeu pour l'Église à trouver une organisation qui libère les énergies, qui nous permette de retrouver cette créativité, cette capacité à innover. Et alors que le paysage paroissial est en pleine recomposition et que s'efface ce qui faisait la visibilité de l'Église – le curé, des messes dans chaque village –, cette organisation doit aussi offrir d'autres manières d'être visibles... Enfin, il ne faut pas oublier que nos actes, dans l'Église, crédibilisent notre discours. L'écho rencontré par le pape François le montre bien. « Voyez comme ils s'aiment », disent les Actes des Apôtres...

RECUEILLI PAR
ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

CONTREPOINT

Réussir à mélanger les générations

Les paroisses sont de plus en plus nombreuses à organiser des rassemblements mêlant jeunes et personnes plus âgées afin d'éviter une trop grande segmentation des communautés.

Pour la paroisse Notre-Dame au pays d'Alençon, c'était une première. Pourtant dans cette paroisse normande, la « marche intergénérationnelle », qui s'est déroulée cette année à Pâques, s'est imposée comme une évidence. « Tous les ans, nous organisons une marche pour les confirmands, donc plutôt réservée aux collégiens, explique le P. Stéphane Cailliaux, vicaire à Alençon. Cette fois, nous avons voulu l'ouvrir plus largement pour rappeler qu'il est possible d'être chrétien à tous les âges de la vie. »

Le prêtre a été marqué par le silence observé par les plus jeunes lorsqu'un paroissien quadragénaire a fait le récit de sa conversion. « Tout l'enjeu est de montrer aux jeunes que leurs aînés n'ont pas peur de parler de leur foi, et aux plus âgés qu'il y a encore des jeunes dans l'Église. L'enrichissement est réciproque, la démarche est revitalisante pour tout le monde. » Quelques heures après la marche, un homme de 75 ans et une adolescente de 15 ans ont été baptisés au cours de la veillée pascale.

Comme dans cette communauté ornaise, les pèlerinages,

catéchèses, retraites et autres sessions mélangeant des fidèles de tous les âges sont de plus en plus nombreux dans les diocèses français. Une manière de lutter contre la tentation d'une Église « segmentée » entre jeunes et personnes âgées. « Il y a quelques années, j'avais été frappée par l'attitude de paroissiens qui évitaient de se rendre dans leur église lorsque y était célébrée une messe des familles », se souvient Marie-Noëlle Ormont, membre du service de la catéchèse de Beauvais.

« Il faut décloisonner au maximum, et mélanger à la fois les générations et les milieux sociaux. »

En 2010, le diocèse de l'Oise a invité les communautés à organiser des rassemblements mêlant les générations, au cours de l'Avent ou du Carême.

« Il faut décloisonner au maximum, et mélanger à la fois les générations et les milieux sociaux, poursuit-elle. Autrefois, les catholiques étaient sans doute trop nombreux pour se réunir tous ensemble, mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Tout cela relève de la transmission de la foi. »

LOUP BESMOND DE SENNEVILLE

Comme à Poissy dans les Yvelines, plusieurs paroisses à travers la France développent déjà des réseaux pour prendre davantage en compte les personnes en situation de précarité

A Poissy, la fraternité est un état d'esprit

En 2024, la France sera moins riche

Les 67 millions d'habitants que comptera la France dans dix ans seront, selon le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, « plus vieux et moins riches ». La France fera, certes, toujours partie des pays riches, mais verra le revenu par habitant diminuer. Du fait de l'augmentation du nombre des divorces, des unions libres et des familles monoparentales, les Français seront également « plus divers et plus autonomes, ce qui ne veut pas dire désocialisés ».

« **L**e noyau de Poissy: une boisson qui met en joie! » Cette publicité pour un alcool local à base de noyaux d'abricots est utilisée avec humour pour évoquer l'enthousiasme chaleureux qui préside aux réunions du « noyau du Réseau ». En effet, les dix animateurs du « Réseau de proximité et de fraternité » du groupement paroissial de Poissy-Villennes-Médan (Yvelines) se retrouvent avec joie, tous les lundis matin, pour « discuter des situations, des appels, de l'organisation concrète », et une fois par mois pour faire le point sur « les évolutions et les orientations générales ».

Des réunions qui se tiennent au presbytère de Poissy, à 100 mètres de la fameuse collégiale Notre-Dame où le roi Saint Louis fut bap-



Réfection de la chapelle de la Miséricorde. Chacun peut donner de son temps et offrir ses talents...

tisé il y a tout juste 800 ans (lire *La Croix* du 19 avril), et qui sont aussi l'occasion de prendre le pouls de cette ville de 38 000 habitants de la banlieue ouest de Paris formée d'une zone résidentielle, d'un centre-ville historique et de plusieurs quartiers populaires où vivent de nombreux immigrés de diverses nationalités.

Car ce Réseau, né en 2005, après que le curé de l'époque, le P. Hervé Duroselle, avait lancé un questionnaire auprès des paroissiens pour connaître leurs goûts et compétences, permet aujourd'hui à 300 personnes d'être en lien pour veiller et se mobiliser « avec une proximité particulière pour ceux qui sont blessés ». Pour aider au

démarrage du Réseau, un grand panneau avait été installé, à la porte des cinq églises du secteur, en deux colonnes sur lesquelles quiconque pouvait inscrire soit sa demande d'aide soit l'offre qu'il proposait; y figurait aussi un numéro de portable, avec une permanence téléphonique 365 jours par an.

« Il n'y a pas d'inscription, d'affiliation ou d'engagement, car chacun est capable de faire partie du Réseau en donnant ce qu'il peut: ses talents, ses mains, son temps, sa prière », précise Christine Daffos, 50 ans, mère de famille et membre du « noyau ». Qu'il s'agisse de visiter une personne âgée ou malade, de donner un coup de main pour un déménagement ou un bricolage, de garder des enfants ou d'aider à une démarche administrative, voire d'offrir un logement provisoire...

« Un élan de solidarité dans une paroisse, ça crée toujours des liens et des amitiés étonnantes! »

Il ne s'agit pas pour autant d'une société de services car, comme le rappelle le P. Éric Courtois, curé de Poissy depuis 2011, « nous n'avons pas les compétences pour nous substituer à des professionnels, notamment en cas de problèmes psychiques ». De même, le Réseau n'a ni argent ni moyens matériels. « Notre rôle est de créer des liens, y compris en accompagnant une personne au Secours catholique ou chez l'assistante sociale », explique Stéphanie Chivot, membre du noyau depuis 2009.

Selon elle, un tel Réseau devrait être naturel entre paroissiens et « ne devrait pas avoir besoin de se dire ». Un avis que prolonge Leïla Benini, mère de 5 enfants, professeur de français-latin-grec et considérée comme « l'âme du Réseau » depuis 2005. « Un élan de solidarité dans une paroisse, ça crée toujours des liens et des amitiés étonnantes! » s'enthousiasme-t-elle. Tous soulignent surtout que l'une des forces du Réseau est de ne pas faire de distinction entre aidants et aidés: ceux qui ont été aidés à un moment pouvant devenir aidants à leur tour. Après avoir été mise en relation avec le Réseau à une période difficile de sa vie, Patricia Pavillon y est aujourd'hui pleinement investie. « Le Réseau aide à trouver une solution quand on désespère et qu'on reste dans son coin! » résume-t-elle.

C'est le cas aussi de Christian Pruvost qui, depuis que son toit a été écrasé par une chute d'arbre il y a cinq mois, habite chez une paroissienne lourdement handicapée qu'il peut aider au quotidien. ●●●

L'INITIATIVE

Partager son toit avec des anciens de la rue

► La maison Lazare de Nantes réunit des jeunes chrétiens et des anciens de la rue. Ce modèle fait de plus en plus d'émules en France.

L'adresse, rue du Refuge à Nantes (Loire-Atlantique), porte bien son nom. Ce bâtiment en plein chantier de 1 300 mètres carrés, ancien collège catholique, devrait bientôt accueillir une quarantaine de résidents (1). Pour l'heure, la maison Lazare de Nantes réunit 20 personnes dans un bâtiment du diocèse. Alors qu'une famille est installée au rez-de-chaussée, les étages supérieurs accueillent une colocation de 9 hommes et une autre de 7 femmes. Elles mélangent des jeunes professionnels de 25 à

35 ans exerçant toutes sortes de métiers (payagiste, infirmière, architecte...) avec 8 personnes de 22 à 55 ans ayant vécu à la rue. Un brassage peu commun des âges et des parcours de vie. « Il y a ici beaucoup de joie, de simplicité et de moments partagés avec des personnes qui réapprennent à vivre, se réjouit Loïc Luisetto, père de famille de 30 ans et référent du lieu. Bien sûr, il y a parfois des périodes difficiles et certains résidents ont dû partir, mais la grande majorité des gens se remettent debout, reprennent le sourire, se soignent, retrouvent un travail... »

Pour faciliter les liens, un repas commun réunit les colocataires une fois par semaine et tous les résidents partagent une soirée de dé-

tente, le vendredi. Les accompagnateurs se retrouvent aussi chaque matin pour la prière des laudes. « Nous servons le Christ en nous mettant au service des plus démunis », souligne Loïc Luisetto. Cet avocat vient de troquer sa robe noire pour le poste de secrétaire général de l'association Lazare qui, après Paris, Lyon et Marseille, fait éclore des maisons dans les villes d'Angers, Vannes, Toulouse, Vaumois... « Nous sommes dans une bonne dynamique avec une génération de chrétiens engagés pour le vivre-ensemble face à la montée de l'individualisme, poursuit-il. Mais je rêverais que l'on n'ait plus besoin de nous... »

FLORENCE PAGNEUX
(à Nantes)

●●● Christian, qui se dit « *pas croyant du tout* », ne rate jamais les repas fraternels au presbytère, chaque premier dimanche du mois et chaque mercredi soir d'été, dont il parle comme un « *lieu catho où l'on sent vraiment la convivialité* ». De fait, les divers ateliers manuels et temps créatifs du Réseau permettent de rejoindre des personnes aux périphéries, ne fréquentant guère l'Église. Ces personnes « *arrivent toutes renfermées puis s'ouvrent peu à peu, y compris sur le plan spirituel* », constate Juliana Gutierrez, également membre du noyau et infirmière retraitée qui accompagne des malades hospitalisés, en lien avec les services sociaux de la ville.



Un repas dominical et fraternel organisé par la paroisse de Poissy.

Indéniablement, le groupement paroissial de Poissy-Villennes-Médan a été dynamisé par ces liens de service et d'entraide. « *Cette dimension diaconale de la communauté chrétienne n'est pas réservée à des personnes spécifiques mais devient un état d'esprit général* », se félicite le P. Courtois qui se réjouit de voir se mettre en place de semblables réseaux de fraternité et de proximité à travers le diocèse de Versailles, notamment à Maisons-Laffitte, Conflans-Sainte-Honorine, Chatou et Le Chesnay... Ce qui permet désormais aux délégués paroissiaux à

la solidarité de se réunir mensuellement pour prier et partager leurs expériences.

« *Dans une société à flux tendu, le manque de disponibilité et une certaine appréhension font que l'on n'ose pas faire le premier pas, alors que beaucoup ont un désir de générosité qui ne trouve pas toujours à s'exprimer* », constate le jésuite Étienne Grieu qui s'est intéressé à l'expérience de Poissy dans le cadre de ses travaux sur la diaconie (1). Selon lui, en permettant à des personnes touchées par la précarité d'avoir un premier contact avec la communauté

chrétienne, et ainsi de (re-)découvrir la foi, alors que ce n'est pas le but initial – « *et heureusement, car cela reviendrait à instrumentaliser la solidarité et donc, à la dénaturer !* » –, les Réseaux, de Poissy et d'ailleurs, sont des « signes ». « *Quand la Bonne Nouvelle est ainsi annoncée aux pauvres, résume le P. Grieu, cela est signe que l'on est dans le sillage de la mission du Christ.* »

CLAIRE LESEGRETAINE

(1) *Un lien si fort. Quand l'amour de Dieu se fait diaconie*, préface du cardinal Roger Etchegaray, Éditions de l'Atelier, 248 p., 21 €.

MON ÉGLISE DANS DIX ANS

« La précarisation de la société ne fragilisera pas l'Église »

Jean-Guilhem Xerri

46 ans, est praticien hospitalier en région parisienne et engagé dans le milieu associatif auprès des gens de la rue.

« J'ai la conviction que l'Église de demain sera belle. Je ne suis pas aussi optimiste pour la société qui, elle, sera plus décomposée, plus fragmentée et violente. Les chrétiens devront se responsabiliser davantage. La précarisation exponentielle de la société ne fragilisera pas l'Église si les chrétiens la considèrent comme un appel. À eux de comprendre que les fragilités sociales et matérielles ne sont pas les seules. Il existe surtout une pré-

carité affective, existentielle, et les chrétiens détiennent la faculté de trouver du sens au milieu de cette crise de l'intériorité.

Dans les dix années à venir, les chrétiens devront s'engager sur les sujets de société avec raison et non de façon dogmatique. En voulant supprimer les fragilités, comme il en est question avec l'euthanasie et certaines questions de bioéthique, on risque de supprimer les personnes vulnérables et faibles. Elles qui nous disent tant sur la nature humaine. Deux mots devront porter les chrétiens dans dix ans : la gratuité et l'intériorité. »



STÉPHANE COUZOUNOFF/CIRIC

RECUEILLI PAR
FANNY CHEYROU

ENTRETIEN AMAURY DEWAVRIN,

économiste du diocèse de Lyon, membre du conseil de surveillance du groupe Bayard

« Nous devons faire des choix »

► Selon Amaury Dewavrin, économiste du diocèse de Lyon, deux questions se posent à tous les diocèses pour l'avenir : comment conquérir des donateurs plus jeunes ? Et comment s'organiser pour avoir moins de besoins financiers ?

Dans dix ans, qui seront les donateurs de l'Église ?

Amaury Dewavrin : Difficile à dire ! En gros, on observe que les diocèses urbains ont du mal à maintenir leur réseau de donateurs et que les diocèses ruraux le voient s'effriter. Certes, l'Église catholique a profité de l'augmentation de l'espérance de vie – dix ans en quarante années – d'une génération qui lui était proche. Mais cette dernière va s'amenuiser entre 2020 et 2035. La question financière qui se pose aujourd'hui à tous les diocèses est donc double : comment conquérir des donateurs plus jeunes ou développer d'autres ressources ? Comment s'organiser pour diminuer nos charges ?

Comment répondez-vous à la première ?

A. D. : À Lyon, nous travaillons avec la pastorale des jeunes pour intégrer deux périodes annuelles de communication concernant le denier de l'Église afin d'expliquer aux 18-35 ans que l'Église de demain aura besoin de leur soutien. Pour la tranche des 30-50 ans, une enquête est en cours, menée par la Conférence des évêques de France (CEF), pour analyser et améliorer nos stratégies de communication. Quant aux 60-80 ans, ils sont très présents dans nos fichiers... et nous téléphonons ce mois-ci à 10 000 d'entre eux pour leur suggérer de passer au prélèvement automatique. Depuis quelques années, la plupart des diocèses de France vont ainsi à la « pêche » aux nouveaux donateurs. D'ailleurs, la principale menace n'est pas tant dans la

raréfaction des donateurs que dans la réglementation fiscale.

C'est-à-dire ?

A. D. : Actuellement le taux de réduction fiscale (66 %) est assez favorable aux dons mais rien ne dit que ce taux se maintiendra. De même, la collecte que l'Église fait sur l'impôt sur la fortune (ISF), et qui marche plutôt bien, ne pourra sans doute pas durer si la France allège un jour cette contribution.

Et comment répondez-vous à la question de la diminution des charges ?

A. D. : Par des actions de rationalisation. Le diocèse de Lyon, qui gère 1 300 biens immobiliers, dont 600 églises (500 municipales), va devoir faire des choix pour organiser des pôles paroissiaux, moins nombreux, plus puissants. Ceci suppose de réfléchir, avec les communes concernées, au devenir des églises communales peu ou pas utilisées, et de veiller à accompagner – et non à subir – les divers projets sociaux, pédagogiques, culturels ou autres qui ne devraient pas manquer pour ces églises. Ceci supposera aussi d'aménager de nouveaux bâtiments fonctionnels et conviviaux, car, paradoxalement, nos vieilles églises manquent souvent de vastes salles accueillantes et chaleureuses.

Les diocèses auront-ils les moyens d'augmenter le nombre de leurs laïcs salariés ?

A. D. : Non, s'ils veulent contenir leurs dépenses. Ainsi, à Lyon, nous salarions actuellement 166 laïcs et nous veillons à faire diminuer ce chiffre de 2-3 par an, à l'occasion de départs en retraite ou volontaires. Pour autant, de plus en plus de postes de curie paroissiale et diocésaine sont confiés à des laïcs, en appui aux prêtres.

RECUEILLI PAR CLAIRE LESEGRETAINE

CONTREPOINT

S'adresser à toutes les familles

► Quelques propositions à l'intention des familles monoparentales commencent à émerger, comme à Lyon, alors qu'un foyer sur cinq est concerné.

Le « poids de la tradition » pèse encore sur les épaules de Cécile (1). Maman d'un petit garçon de 2 ans, cette enseignante de 41 ans est encore sensible aux « anciennes représentations au sujet des mères élevant seules leur enfant ». Peut-être parce que « si l'Église n'envoie plus de message négatif, je ne perçois pas plus de message positif à notre endroit », dit-elle. Cela change. Depuis quelques mois, cette Lyonnaise a intégré deux groupes de parole. « Des propositions récentes », relève-t-elle. L'une est portée par les Associations familiales catholiques (AFC). L'autre par la Maison des familles, projet diocésain dont Thierry Veyron la Croix est responsable.

« Si beaucoup de parents sont en difficulté avec leurs enfants, c'est encore plus vrai des mamans seules, vivant un vis-à-vis permanent avec eux », rapporte ce médiateur familial et conseiller conjugal. La Maison des familles forgeant ses initiatives en fonction des besoins exprimés par ses utilisateurs, elle a mis en place des « rencontres mamans solos ». « En

la matière, poursuit-il, l'Église réalise le même travail que certains centres sociaux. À la différence près que des chrétiens vont se demander comment les accueillir et les aimer telles qu'elles sont, dans leurs fragilités. Cela change tout. »

« Les mamans viennent échanger des informations pratiques très concrètes et partager un témoignage plus personnel », rapporte Céline Clément, qui anime depuis le mois de décembre une séance mensuelle.

« Une reconnaissance positive de notre place dans l'Église. »

Chrétiennes ou non, une petite dizaine de mamans se retrouvent autour d'un café, accompagnées pour certaines de leurs enfants, occupés dans la salle de jeu. Cécile apprécie ces échanges, elle qui n'aurait trouvé son compte « ni dans les propositions pour couples ni dans celles destinées aux célibataires. Nous avons le sentiment d'être dans un entre-deux. » « Même si ça n'est peut-être pas l'objectif », la proposition « mamans solos » résonne pour elle comme « une reconnaissance positive de notre place dans l'Église ».

BÉNÉVENT TOSSERI
(à Lyon)

Avec plus de 60 % de paroissiens d'origine africaine, l'église de Val-de-Reuil (Eure) fait depuis trente ans l'expérience d'un multiculturalisme auquel les paroisses de France seront de plus en plus confrontées

A Val-de-Reuil, un laboratoire de la mondialisation

En 2024, la France sera plurielle

Dans dix ans, la France comptera 67 millions d'habitants. Selon une étude de l'Ined parue l'an dernier, la population des immigrés était de 5,3 millions de personnes en 2008 (les descendants directs d'immigrés, nés en France, étant 6,7 millions). Avec une forte croissance de l'immigration d'origine africaine (hors Maghreb), turque et chinoise, et un solde migratoire de 100 000 immigrés par an jusqu'en 2024, il faudra donc ajouter un million d'immigrés de plus dans dix ans, soit environ 10 % de la population française. Actuellement, 43 % d'entre eux résident en Île-de-France.

VAL-DE-REUIL (Eure)
De notre envoyée spéciale

Trois jours après la première communion de sa fille, Sandra Poulain vibre encore d'émotion en l'attendant à la sortie du caté. « La messe animée par les Africains était magnifique : vivante, très rythmée ! », s'enthousiasme cette nourrice agréée, mariée depuis septembre et enceinte du troisième. En s'installant à Val-de-Reuil (Eure), ville nouvelle érigée en pleine campagne dans les années 1970 pour désengorger Paris et Rouen, cette Normande de 32 ans, à qui les cours de caté, enfant, n'avaient laissé qu'un souvenir morne, a découvert un nouveau visage d'Église : coloré, fervent, chaleureux. « Mon mari,



La paroisse de Val-de-Reuil vit le multiculturalisme d'une manière concrète et vivante.

non croyant, a tellement apprécié la célébration qu'il a envie de revenir, lui qui s'ennuyait à mourir quand il allait à la messe de son village, près de Dieppe, s'étonne-t-elle. Ma mère aussi s'est tout de suite sentie accueillie, tout le monde lui a fait la bise ! »

Avec une bonne vingtaine de nationalités et 60 % de paroissiens originaires d'Afrique, l'église de Val-

de-Reuil expérimente concrètement, depuis une trentaine d'années, le multiculturalisme auquel les paroisses de France seront de plus en plus confrontées dans dix ans. Une église laboratoire de la mondialisation ? Ces mots n'ont rien, ici, d'un slogan. Elle se vit dans les moindres détails du quotidien de la paroisse. Si la vitalité des nouveaux arrivants réveille les chrétiens

« de souche », elle ne va pas sans d'inévitables frottements. La liturgie, en particulier, cristallise les différences culturelles. Le groupe de Congolais et d'Ivoiriens qui a animé les premières communions, précisément, aimerait bien prendre plus souvent le micro.

« Dans nos liturgies, au pays, tu sais que Dieu est là. Ici, tu Le cherches », soupire Émilie, choriste

congolaise. À leur demande, une heure d'adoration du Saint Sacrement a été instituée chaque mois. Trop peu, déplore Yvane Yao, juriste ivoirienne : « Ce qui nous manque, c'est la louange. Nous aimerions ramener les gens à l'église par la joie. » Beaucoup de jeunes Africains sont d'ailleurs allés frapper à la porte du temple évangélique voisin. « Nous arrivons avec une façon différente de prier, qui passe par le corps, la danse et le chant, explique Julien N'Kanguy, agent de sécurité congolais et maître de chœur. Mais certains Blancs se sentent mal à l'aise, car, pour eux, le recueillement implique de rester immobile. » Pour preuve, quelques jours plus tôt, une paroissienne « de souche », croisant une Congolaise, l'a prévenue : « Si tu viens animer la messe chez nous, ne prends pas ton tam-tam ! »

Trouver le juste équilibre n'a rien d'une évidence. Responsable de la liturgie, pilier de la paroisse depuis ses débuts, Françoise Resse essaie de « varier les couleurs et les styles » pour donner une place à chacun. « Il faut doser, éviter le folklore, respecter toutes les sensibilités, avertit cette enseignante à la retraite. Les Africains sont prêts à chanter la gloire de Dieu pendant trois heures, ce qui n'est pas le cas des gens ici... »

« Il faut prendre garde que la liturgie ne devienne pas le monopole d'un groupe ethnique », complète le P. Sébastien Jean, curé de 42 ans et vicaire épiscopal. Ces incompréhensions très humaines, ce prêtre à la pondération toute normande les accepte avec le sourire, sans les masquer ni dramatiser. Ainsi des différences d'organisation, entre des « Gaulois » à l'agenda maîtrisé, et des Africains qui annulent facilement au dernier moment un rendez-vous fixé de longue date. « Cela nous demande de changer nos manières de travailler, d'être plus souples, plus disponibles, pour ne pas chercher à tout prix à les faire entrer dans nos schémas », avance le P. Jean. À ses yeux, le multiculturalisme demande des efforts de chaque côté. Ce que confirme Anastasie Miyakou, membre de l'équipe d'animation locale. Il y a trente ans, elle fut l'une des premières Congolaises de la paroisse : « À leur arrivée, les Africains veulent souvent retrouver ce qu'ils ont connu au pays. Cela leur demande, à eux aussi, de s'adapter. »

Ne pas juger, s'accueillir avec ses différences culturelles... Le principal écueil, au fond, tient aux ●●●

L'INITIATIVE

Ecouter les personnes homosexuelles

Un séminaire abrité par le Collège des Bernardins à Paris met l'accent sur l'écoute et le vécu pour mieux accompagner les homosexuels dans l'Église.

« Il faudra bien, un jour, que l'Église sorte d'une approche uniquement morale et anthropologique de l'homosexualité. Nous manquons cruellement d'un accompagnement spirituel et pastoral. » Cette réflexion, confiée par un évêque au P. Antoine Guggenheim, directeur du pôle de recherche au Collège de Bernardins (Paris), est à l'origine d'un travail de réflexion sur l'homosexualité, sans précédent dans l'Église. Qui sont les personnes homosexuelles ? Que vivent-elles ?

Qu'est-ce qu'un couple ? Ces interrogations sont au cœur du travail d'écoute associant théologiens, praticiens, journalistes et représentants d'associations homosexuelles chrétiennes, dans le cadre d'un séminaire trimestriel animé par le P. Guggenheim. L'objectif de ces rencontres discrètes, destinées avant tout à libérer la parole ? « Sortir d'une théologie du mépris pour aller vers l'accompagnement spirituel des personnes homosexuelles, quel que soit leur vécu, à la manière du Christ et comme y appelle le pape François », explique le théologien.

Cette « théologie de l'écoute » - comme antidote au jugement et au refus - ne va pas forcément de soi. « Le fait d'être catholique et ho-

mosuel est très souvent vécu comme une double exclusion », rapporte le P. Guggenheim. Les tensions autour du vote de la loi Taubira, ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, ont toutefois permis une certaine maturation des esprits à l'intérieur de l'Église. « Il ne s'agit pas forcément de changer son enseignement, mais de comprendre qu'être catholique et homosexuel peut conduire des personnes à vivre un amour très authentique, insiste le théologien. La demande de reconnaissance des couples homosexuels dans la société va bien au-delà de la liberté sexuelle : elle nous interroge comme êtres humains et comme chrétiens. »

SAMUEL LIEVEN

●●● préjugés tenaces avec lesquels chacun arrive. « C'est une question de niveau d'études, ces personnes n'ont pas intégré nos codes », glisse une paroissienne, tandis que d'autres, d'origine africaine, se plaignent des Français qui « savent toujours tout mieux que les autres et se sentent supérieurs ». Ces images un peu caricaturales, les prêtres en sont bien conscients et les prennent à bras-le-corps. « Le Noir a aussi des idées préconçues sur le Blanc. Nous payons le prix de la colonisation », constate le P. Alain Mabiala, prêtre coopérateur, « prêt » depuis seize ans par son diocèse congolais de Boma. « Cela nous demande de nous convertir, car nous avons été marqués, nous aussi, par cette histoire », appuie le P. Jean.

Ce difficile apprentissage de la différence n'empêche pas la paroisse d'être un exemple dans la ville. Ainsi, c'est à son initiative qu'a été créé le collectif Vivre ensemble, qui rassemblera encore une fois, autour d'un grand banquet, fin juin, toutes les associations culturelles et sociales, y compris culturelles, de Val-de-Reuil.

« Les Africains sont prêts à chanter la gloire de Dieu pendant trois heures, ce qui n'est pas le cas des gens ici... »

Depuis deux ans, les religieuses congolaises de Marie-Réconciliatrice vont régulièrement prêter main-forte au centre de loisirs : elles ont intégré l'équipe des animateurs et ont très bien été reçues. « Nous ne sommes pas là uniquement pour les migrants mais pour tout le monde », souligne Sœur Marguerite-Marie, 36 ans, qui vit elle-même en communauté avec une Congolaise, une Française et une Brésilienne.

Ce brassage est toutefois moins évident avec les sept autres clochers de la paroisse : Criquebeuf, Léry, Pont-de-l'Arche, Le Vaudreuil..., des villages plus anciens, tentés de rester entre soi. Pour inciter à la rencontre entre communautés, la messe est célébrée tous les dimanches à Val-de-Reuil. « Au début, se souvient Anne-Marie Madroux, coordinatrice de la catéchèse familiale, installée au Vaudreuil, la ville nouvelle de Val-de-Reuil a été très mal perçue par les villageois des environs, à cause des rivalités portant sur les terrains. Mais comme les différents clochers ont toujours été desservis par un seul et même prêtre, sa présence a permis de dépasser les hostilités. »

La création d'une chorale inter-clochers encourage aussi la rencontre. « Les Africains s'intègrent sans doute, mais nous aussi, d'une certaine manière, reconnaît Paulette, paroissienne de 80 ans, au Vaudreuil. Grâce à la chorale, je m'aperçois que ces gens-là ont une ferveur... »

CÉLINE HOYEAU

ENTRETIEN MGR CLAUDE DAGENS

Évêque d'Angoulême, membre de l'Académie française (1)

« Une chance renouvelée de faire entendre notre voix »

► Pour Mgr Dagens, auteur de plusieurs rapports sur l'Église dans la société française, les catholiques doivent apprendre à être présents à l'intérieur d'une société qui n'est plus chrétienne.

Dans l'avenir, quelle place l'Église pourrait-elle tenir dans le débat public ?

Mgr Claude Dagens : Il est toujours très difficile de prévoir les temps qui nous attendent. Cependant nous avons la responsabilité de faire des projets, du moins de désirer le meilleur qui se dessine déjà aujourd'hui. À Angoulême, j'ai confié une église à une fraternité trinitaire qui y assure une présence priante, aimante, un accueil et un accompagnement respectueux. L'avenir de l'Église se vivra sous ce signe-là, modeste, simple, qui ne fait pas de bruit mais qui manifeste une présence, intense et fidèle. Si nous nous situons ainsi sur le terrain de notre humanité commune, là où chacun se pose des questions de vie et de mort, du désir amoureux et de l'amour, nous avons une chance renouvelée de faire entendre notre voix. Nous n'avons pas assez conscience que nous sommes capables de tenir notre place à l'intérieur de cette société qui n'est plus chrétienne, qui est incertaine, pluraliste et inquiète, fragile et dure, mais dans laquelle germent beaucoup d'attentes spirituelles. C'est pourtant à cela que nous invite le pape François quand il dit qu'il voit l'Église « comme un hôpital de campagne après une bataille », où l'on doit « d'abord soigner les blessures » et « réchauffer les cœurs ».

Les catholiques ne doivent-ils pas faire davantage entendre leur différence ?

Mgr C. D : Nous serons présents dans le débat public par notre capacité de penser notre situation. Aujourd'hui, la raison dominante est du côté de la raison calculatrice, quantitative. Nous avons, comme chrétiens, à faire valoir la raison morale, qui ne procède pas seulement par calcul, mais à partir de la réflexion et du discernement de ce qui est le plus important : la dignité de la personne humaine. Refusons tout ce qui déshumanise, résistons à la loi de l'argent roi, à la culture de l'exclusion et du déchet, à la main invisible des marchés. Faisons entendre notre différence en rejoignant patiemment ceux qui marchent en trébuchant parce qu'ils sont blessés ou anxieux, qu'ils ont

peur de l'avenir. Et prenons le temps d'espérer que le moment vienne où nous pourrions peut-être ouvrir avec eux la Parole de Dieu et découvrir la miséricorde du Christ. Le chemin d'Emmaüs doit devenir notre clé de lecture du présent et de l'avenir de l'Église dans la société.

Certains catholiques, souvent identitaires et très actifs sur les réseaux sociaux, se veulent pourtant plus offensifs et plus visibles.

Mgr C. D : Si la tentation d'un catholicisme « politique », qui irait à la reconquête de la société déchristianisée, existe, c'est parce qu'il y a un énorme vide de réflexion dans les partis politiques. Mais l'identité catholique ne peut pas se réduire à une stratégie offensive ou défensive qui se mesurerait en termes de résultats. Certains catholiques, très actifs sur les réseaux sociaux, fon-



CORINNE SIMON/CIRIC

tionnent comme des groupes de pression. Ils rassemblent souvent des personnes qui se cooptent, jugent et excluent les autres. Ils font du bruit. Mais les communautés chrétiennes ordinaires qui, plutôt que d'être obnubilées par leur propre survie, sauront être attentives aux personnes seules avec leur détresse, leur pauvreté muette, feront bien plus, en profondeur, pour que l'Évangile du Christ imprègne le tissu de la société. Parmi eux, un certain nombre sera appelé à s'engager en politique. Qu'ils prennent alors le temps et les moyens de penser notre condition humaine à la lumière de cette intelligence de la foi que nous devons cultiver !

RECUEILLI PAR
MARTINE DE SAUTO

(1) Auteur par ailleurs de *Catholiques en France, réveillons-nous !* et *Catholiques et présents dans la société française. Foi en Dieu et démocratie* (Bayard, 2012).

DERNIER LIVRE PARU : *Amour de Dieu et réforme de l'Église selon saint François de Sales et le pape François* (Salvator, 2014).

MON ÉGLISE DANS DIX ANS

« Donner davantage accès à l'enseignement des religions »

Florence Lucas

52 ans, documentaliste scientifique dans un institut de recherche et de développement de Toulouse

« Les rares fois où j'entends parler de l'Église dans le cadre de mon travail, c'est de façon caricaturale ou ignorante. Il y a un problème d'éducation religieuse. Les jeunes chercheurs ont beau être pointus sur les questions de sciences dures, ils manquent vraiment de culture religieuse. Pour plus de tolérance, les croyants et

non-croyants de demain devraient avoir accès à l'enseignement des religions. Le fait d'évoluer dans un milieu scientifique ne m'empêche pas de grandir dans ma propre foi. Je suis catho-



FANNY CHEROU

lique, mariée à un protestant : notre fille est allée aux cours de catéchisme du village. Quand elle a grandi, on l'a envoyée faire des camps de vacances protestants. Je me sens aujourd'hui plus chrétienne que catholique. L'Église dans dix ans, je la vois plus œcuménique. »

RECUEILLI PAR FANNY CHEROU

CONTREPOINT

Le dialogue islamo-chrétien au risque de l'identité

► La rencontre entre musulmans et chrétiens repose sur un désir réciproque, dont il est difficile de prévoir l'avenir. ► Mais les initiatives pourraient surgir au plan local, dans le champ de la solidarité.

Après une phase de découverte et d'approvisionnement réciproques, marquée par de très nombreuses initiatives – souvent catholiques – dans la foulée du concile Vatican II, le dialogue islamo-chrétien est victime aujourd'hui de turbulences, qui lui sont pourtant largement extérieures. Tensions au Proche-Orient, et répercussions sur les chrétiens qui y vivent, replis identitaires de part et d'autre, sentiment que les « priorités » sont ailleurs..., le terreau semble moins favorable à la rencontre. Ce qui n'empêche pas, pourtant, de belles initiatives. « Ce vendredi, nous avons rempli un bus d'enfants pour moitié chrétiens et musulmans et nous les emmenons ensemble visiter la cathédrale puis la mosquée de Saint-Étienne », rapporte Azzedine Gaci, recteur de la mosquée de Villeurbanne, dans la banlieue lyonnaise, et acteur engagé du dialogue. Qu'en sera-t-il dans dix ans ? « Tout dépend. Il faut une envie réciproque », dit-il.

L'avenir n'est guère aisé à dessiner. Mais le directeur du Service des relations avec l'islam de la

Conférence des évêques, le P. Christophe Roucou, s'y risque. « Côté catholiques, cela dépendra de notre capacité à oser rencontrer l'autre sans se laisser prendre par les préjugés, analyse-t-il. Mais tout dépendra aussi de la manière dont des musulmans vont prendre en compte la modernité, le pluralisme et donc la place de l'autre dans leur théologie. »

« Côté catholique, cela dépendra de notre capacité à oser rencontrer l'autre sans se laisser prendre par les préjugés... »

Aujourd'hui, reconnaît le P. Roucou, nombreux sont les fidèles musulmans à « affirmer leur identité dans la société française ». « Mais le risque est de mettre tellement l'accent sur l'identité que l'on croit ne pas avoir besoin de l'autre... », rappelle-t-il, soulignant le rôle déterminant de la formation des cadres religieux des deux côtés.

Plus que les autres, « les femmes et les jeunes » pourraient prendre la relève, à ses yeux : « Je rêve qu'ils prennent des initiatives locales, dans le champ de la solidarité par exemple, pour faire et vivre des choses ensemble. »

ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

ENTRETIEN P. TIMOTHY RADCLIFFE, dominicain anglais, ancien maître de l'ordre (1)

« L'Église doit accepter d'être dépouillée pour renaître »



TOM WELER/CIRIC

Quelle attitude spirituelle adopter face à une Église condamnée, semble-t-il, au déclin et à la pénurie de prêtres et de moyens ?

P. Timothy Radcliffe : L'histoire de l'Église de France est marquée par des bouleversements périodiques. Ce qui s'est passé durant la Révolution était bien plus dramatique que ce qu'elle vit aujourd'hui : des milliers de prêtres et de religieuses furent tués. Puis il y eut une renaissance totalement inattendue. Elle traversa de nouveau, il y a près d'un siècle, une autre période terrible, avec l'expulsion des religieux du territoire. La vie de l'Église est marquée par la traversée de crises dramatiques. Cela ne doit pas nous faire peur. Elles conduisent à une vie nouvelle. La crise actuelle est mineure ! L'Esprit Saint va apporter une renaissance, si nous le lui permettons.

Comment se situer, entre abandon à la Providence et décisions réalistes, face à l'avenir dans l'Église ?

P. T. R. : Nous inquiéter du lendemain peut nous paralyser. Nous devons réfléchir à ce que nous pouvons faire aujourd'hui, en ayant à l'esprit ce qui arrivera demain. Nous ne devons pas rester coincés face à ce qui nous arrive, mais nous assurer que nous gardons l'initiative. Comme maître de l'ordre, je disais aux provinces en déclin : « Ne vous demandez pas ce qu'il vous faut arrêter de faire, mais ce que vous avez envie de faire. » Alors, la puissance créative du Saint-Esprit nous renouvellera. Il serait hautement irréaliste de ne pas prendre en compte la créativité très réelle de Dieu.

Peut-on s'appuyer sur cette phrase souvent entendue : « Dieu pourvoira » ?

P. T. R. : Dieu pourvoira, oui, mais généralement à travers nous. Si je prie à une intention, il y a tout à parier que je dois être, moi-même, la réponse à ma prière. Prier et rester passif en remettant tout à Dieu peut parfois relever d'une foi très infantile, qui nous prive de notre responsabilité.

Certains évêques ferment des séminaires, regroupent les paroisses.

D'autres en revanche estiment que c'est un « péché contre l'espérance » : qu'en pensez-vous ?

P. T. R. : Je n'en ai aucune idée. Je n'ai jamais été curé, encore moins évêque. Il est clair que des décisions doivent être prises après avoir écouté le peuple de Dieu, mais je n'ai pas d'avis quant à savoir s'il vaut mieux fermer ou laisser ouvertes les paroisses. Il se peut que le système des paroisses lui-même soit lié au passé rural de l'Église et qu'il nous faille imaginer d'autres manières d'être en communion les uns avec les autres.

Que peut-on imaginer justement pour demain, pour faire « autrement », « différemment » ?

P. T. R. : La tendance de l'Église, durant les siècles passés, a consisté à se défendre contre la modernité. Nous avons souvent manifesté de la peur à l'égard de tout ce qui était nouveau. À partir du concile Vatican II, l'Église a commencé à renoncer à cette attitude timorée. Nous avons abandonné



Crucifixion avec saint François d'Assise. Une œuvre d'Ugolino di Nerio (actif vers 1317-1327), XIV^e siècle, Sienne, Pinacoteca Nazionale.

LUISA RICCIARINI/LEEMAGE

cette attitude défensive pour nous engager dans la pagaille du monde réel. C'est l'invitation du pape François. Les prêtres doivent quitter leur sacristie et, en tant que communauté, nous devons nous tenir aux côtés des gens dans leurs combats. Nous devons nous confronter aux expériences sans avoir peur de faire des erreurs. Au moins, si nous faisons des erreurs, en tirerons-nous des leçons !

Que faut-il abandonner de nos structures, de nos attitudes ?

P. T. R. : À cause de son attitude défensive, l'Église a souvent été trop centralisatrice, et le Vatican a dominé la vie de l'Église, cherchant à contrôler plus qu'il ne le faut. Le

cardinal Basil Hume (1923-1999, *bénédictin et ancien archevêque de Westminster, NDLR*), a toujours dit que la Curie devrait être au service du gouvernement de l'Église assuré par le pape et les évêques, et non les évêques au service du gouvernement de l'Église administrée par le pape et la Curie. Le pape François souhaite défaire ces structures de contrôle excessif, qui peuvent empêcher les impulsions libres de l'Esprit. Nous avons besoin d'institutions, bien sûr. Aucune communauté ne peut exister sans institutions, pas même une équipe de football. Mais leur rôle est de responsabiliser les chrétiens, et non de contraindre.

Comment se réorganiser ?

Est-ce que cette situation amène à redessiner les rapports entre responsabilité et sacerdoce ?

P. T. R. : Toute société en bonne santé, comme toute institution, donne la parole aux différents membres de la communauté. Nous avons surtout besoin de trouver la manière de donner une voix forte aux femmes dans la vie et la prise de décision de l'Église. Aussi je pense que le temps est venu d'une créativité institutionnelle, qui puisse nous aider à parler et à nous écouter les uns les autres. La nouvelle organisation du Synode des évêques, telle qu'elle devrait être inaugurée en octobre sur la question de la famille, devrait y contribuer.

Le pape François lui-même a dit qu'il nous faut repenser la manière d'exercer le pouvoir dans l'Église, que ce pouvoir ne devrait pas être si étroitement lié à l'ordination. Il ne veut pas cléricaiser les femmes, mais décléricaiser l'Église. Nous nous plaignons d'un manque de vocations parce que nous pensons trop étroitement en termes de vocations à la prêtrise et à la vie religieuse. Ce sont des vocations magnifiques, mais chacun a une vocation, un appel à vivre pleinement uni au Christ et pour son peuple.

En quoi cette crise peut-elle représenter une chance pour l'Église ?

P. T. R. : À l'approche de sa mort et de sa résurrection, Jésus a été dépouillé de beaucoup de choses. Il ne réalisait plus aucun miracle. Il n'était plus le centre de la foule, une figure entourée de partisans et d'admirateurs. Il a été privé de ses disciples qui l'ont renié et ont fui. Il a finalement été dépouillé de ses vêtements et laissé nu sur la croix. Tout ceci a ouvert la voie au don inimaginable de la Résurrection.

Ainsi en est-il pour l'Église. Nous sommes dépouillés de notre réputation, de notre autorité, de notre position dans la société, de nos membres. Mais nous devons oser croire que ceci aussi va nous préparer à une nouvelle naissance par des chemins que nous ne pouvons anticiper. C'est une époque passionnante pour l'Église aujourd'hui. Il s'agit bien d'une crise, évidemment, mais n'oublions pas qu'il y eut la dernière Cène, qui est le sacrement de notre espérance.

RECUEILLI PAR
CÉLINE HOYEAU

(1) Pourquoi aller à l'église ? L'eucharistie, un drame en trois actes. Cerf, 294 p., 8,20 € ; « Je vous appelle amis », Cerf-La Croix, 322 p., 8,00 €.

JUIN 2013-JUIN 2014 Toujours traversée par le débat sur le « mariage pour tous », l'Église de France s'est beaucoup interrogée, cette année, sur sa capacité à dialoguer, avec la société, et en son propre sein

Une année dans l'Église de France

PAGE RÉALISÉE PAR NICOLAS SENÈZE

L'ÉVÉNEMENT

LE QUESTIONNAIRE SUR LA FAMILLE

● Le 5 novembre 2013, le Vatican a présenté le questionnaire adressé aux conférences épiscopales en vue de l'assemblée du Synode des évêques sur la famille, du 5 au 19 octobre 2014 à Rome. 39 questions que le secrétaire général du Synode, Mgr Lorenzo Baldisseri, demande de « partager immédiatement le plus largement possible dans les doyennés et diocèses ». En France, l'engouement est réel. À Lyon, le diocèse a ainsi rassemblé plus de 1 200 contributions rédigées en couple ou en famille, auxquelles s'ajoutent quelques réponses de groupes. Au final, comme le relève l'archevêque de Montpellier, Mgr Pierre-Marie Carré, qui a réalisé la synthèse envoyée à Rome, les réponses demandent que « l'Église manifeste sa proximité à l'égard de tous, en n'imposant pas un idéal quasiment inaccessible. Qu'elle soit elle-même une famille ouverte et accueillante. »



CLARISSA OLIVEIRA/CPPI/CFIC

Lors du Pèlerinage des familles au Vatican, le 26 octobre 2013, dans le cadre de l'Année de la foi.



MICHAEL BUNEL/ANURPHOTO/ICORIS

L'une des nombreuses manifestations contre le « mariage pour tous ».

LE CONTEXTE

L'ÉGLISE FACE AU DÉBAT

● Pour l'Église de France, l'année 2013-2014 aura été marquée par les contrecoups du débat sur le « mariage pour tous », qui l'aura interrogée sur sa place dans le débat public, notamment sur les questions sociétales. Tandis qu'une partie des catholiques prône le rapport de force, d'autres continuent à défendre, coûte que coûte, une Église plus engagée dans la « conversation » avec le monde moderne, selon l'expression de Paul VI. À cet égard, l'annulation de l'intervention de

la philosophe Fabienne Brugère, invitée à s'exprimer en mars devant les délégués à la pastorale familiale – mais dont certains critiquaient la proximité avec la théorie du genre – aura été symptomatique. « Il y a vingt ans, nous avons su engager une vaste réflexion sur "la proposition de la foi dans la société actuelle". Le contexte dans lequel nous vivons a bougé », reconnaissait Mgr Georges Pontier, président de l'épiscopat, en ouverture de l'Assemblée plénière, le 8 avril à Lourdes, lançant l'idée d'une mise à jour du « Rapport Dagens » qui a guidé pendant vingt ans la relation entre l'Église et la société.

LES HOMMES

NOMINATIONS ET DÉCÈS DANS L'ÉPISCOPAT

Nominations

● 24 juin 2013: Jean-Christophe Lagleize (de Valence à Metz, remplaçant Pierre Raffin).
28 juin: Bruno Feillet (aux. de Reims).
5 septembre: Laurent le Boulc'h (Coutances).
10 octobre: Jean-Luc Bouilleret (d'Amiens à Besançon, remplaçant André Lacrampe).
12 décembre: Francis Bestion (Tulle, remplaçant Bernard Charrier). 19 décembre: Jean-Marc Aveline (aux. de Marseille). 21 janvier 2014:

Joseph de Metz-Noblat (Langres, remplaçant Philippe Gueneley). 20 février: Olivier Leborgne (Amiens). 6 mars: André Marceau (de Perpignan à Nice, remplaçant Louis Sankalé). 4 avril: Michel Aupetit (d'aux. Paris à Nanterre, remplaçant Gérard Daucourt) et Pierre-Yves Michel (Valence).

Décès

● 26 juillet: Bellino Ghirard (ex-Rodez). 8 août: Léon Taverdet (ex-Langres). 15 octobre: Eugène Lecrosnier (ex-Belfort-Montbéliard). 22 novembre: Pierre Joatton (ex-Saint-Étienne). 12 janvier: Francis Deniau (ex-Nevers). 11 février: Léon Hegelé (ex-aux. de Strasbourg).



PASCAL PAVANI/AFP

Cardinaux et évêques de France dans la basilique du Rosaire, à Lourdes.